

12.80% Bons du Trésor Canada
Éligible au REER
Taux sujet à variations
3 mois
Min.: 30 000 \$
BURNS FRY (418) 648-9000
Service à l'investisseur

LE SOLEIL

Celle dont vous rêvez!
BERLINE SEDAN LE BARON 1990
Bientôt en main!
VALVATION
CHRYSLER PLYMOUTH LEE
3019, boul. Charval, Ste-Foy 687-5510

LUNDI 19 FÉVRIER 1990

QUÉBEC, 94^e ANNÉE, NO 52
46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.00\$
MONTRÉAL-ÎLES DE LA MADELEINE-GASPÉSIE-ABITIBI 50¢

35¢

L'AUTOMOBILE



Essai de la Festiva de Ford

Avec la Ford Festiva, LE SOLEIL présente, dans le cahier automobile, le premier d'une série d'essais des mini-compactes, de plus en plus en demande. **B-1**

LE GOUVERNEMENT

La « bataille du soufre » semble tirer à sa fin

Michel Corbeil, qui signe dorénavant la chronique : « Le monde des fonctionnaires », parle d'un compromis possible sur la « bataille du soufre ». **A-7**

LE QUÉBEC

Libman nie s'être senti brimé ou menacé au Québec

Atténuant ses propos de la semaine dernière, le chef du Parti égalité, Robert Libman, a nié, hier, avoir déclaré qu'il se sentait brimé ou menacé au Québec. **A-10**

LA REGION

Le chef de police de Ste-Foy prépare sa relève

M. Roland Bourget, chef du service de police de Sainte-Foy, présentera, le 5 mars, le candidat choisi comme directeur adjoint aux opérations policières. **A-3**

LES ARTS

Le CRTC repense les radios FM

Le CRTC annonce son intention de réviser la réglementation sur les stations de radio FM et compte accroître le volume de produits créatifs canadiens obligatoires. **C-4**

LE MONDE

Les conservateurs sont réélus au Japon

Le Parti libéral-démocrate du Japon, de tendance conservatrice, a remporté les élections d'hier mais a perdu plus de 30 sièges à cause des scandales. **C-1**

L'EDITORIAL

Du travail pour la jeunesse

Les jeunes veulent travailler dans des conditions décentes. Ils désirent des écoles qui les préparent à la vie. La société doit leur offrir un nouveau contrat social. **A-8**

L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3 à A-5
Le Québec	A-6, A-7, A-9 et A-10
Le Canada	B-5 à B-8
Le Monde	C-1
Alain Bouchard	A-5
Annonces classées	C-5 à C-10
Arts	C-2 à C-4
Automobile	B-1 à B-4
Bandes dessinées	S-15
Bridge	C-9
Décès	C-10 et C-11
Éditorial	A-8
Fauilleton	C-7
Horoscope	C-9
Michel Corbeil	A-7
Mots croisés	C-6
Mot mystère	C-6
Où aller à Québec	C-4

LA MÉTÉO

Ciel variable avec possibilité de chutes de neige. Vents modérés. Maximum de -4 à -6. Minimum de -22 à -24. Demain: ensoleillé avec passages nuageux. **S-16**

LE BUDGET WILSON

Ottawa fera payer cher le déficit

Que diriez-vous si vous trouviez un compte de 30 481 \$ adressé à votre nom dans votre boîte aux lettres ? Que c'est une erreur, sans doute. Mais c'est pourtant la note qu'enverra le ministre fédéral des Finances demain à chaque travailleur canadien.

par HÉLÈNE BARIL
LE SOLEIL

Une fois empilés, les déficits fédéraux forment en effet une dette de 351 milliards \$, soit 14 667 \$ pour chaque citoyen canadien ou encore une dette de 30 481 \$ pour chaque travailleur dont l'intérêt au taux —

très élevé — du marché atteint près de 3000 \$ par année pour chacun d'eux.

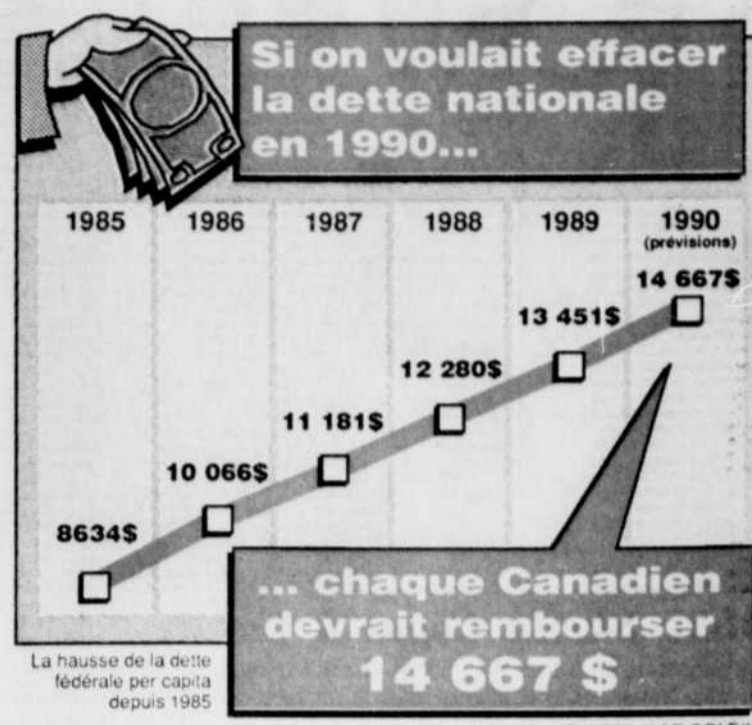
La facture que s'approprie à nous refiler M. Michael Wilson est donc bien réelle, et elle n'est pas accompagnée de conditions de paiement très avantageuses. Chaque déficit annuel continue en effet d'alourdir la dette, ce

qui est tout à fait comme si un propriétaire voyait augmenter son hypothèque malgré une hausse de ses paiements mensuels.

En dépit de ses promesses, le gouvernement conservateur n'a pas encore réussi à briser ce cercle vicieux. Pour l'année qui se termine le 31 mars, le déficit fédéral atteindra 30,5 mil-

Suite A-2, Budget...

Autres textes en page A-6



La hausse de la dette fédérale per capita depuis 1985

Graphique, LE SOLEIL

Les pee wee slovaques grands champions



Les Slovaques ont remporté, hier, les honneurs de la 31^e reprise du Tournoi pee wee de Québec. Les hommes de Vladimir Stasny ont remporté la grande finale de la Coupe des champions en prenant la mesure des Maple Leafs de Toronto par la marque de 3 à 0. Un nouveau record d'assistance a été enregistré alors que 208 385 amateurs ont franchi les tourniquets du Colisée, soit 6039 de plus que l'an dernier, ce qui constitue la deuxième plus grosse assistance dans l'histoire du tournoi.

Nos informations en pages S-8 et S-9

Putsch raté en Roumanie

BUCAREST (Reuter, AFP, AP, CP) — Plusieurs centaines de manifestants ont envahi le siège du gouvernement provisoire roumain, hier, et retenu en otage pendant quelques heures le vice-premier ministre Gelu Voican, libéré après l'intervention des parachutistes et qui a qualifié leur geste de « tentative de coup d'État ».

Burarest est ainsi retombée dans la violence et se trouve de nouveau au bord de l'inconnu politique. Armés de roches et de barres de fer, les manifestants étaient entrés en force dans l'immeuble du ministère des Affaires étrangères. Ils bousculaient Voican, le sommaient de démissionner et ils brûlaient un drapeau communiste, jetaient des livres à la foule restée à l'extérieur, incen-

diaient une bibliothèque en criant « A bas le communisme! »

Agé de 49 ans, le numéro trois Voican, l'un des hommes-clés du pouvoir roumain, leur a fait valoir qu'il « ne démissionnerait pas sous la pression de la foule ». Agrippé sur le balcon par des contestataires en colère — parmi lesquels il a identifié des membres de partis d'opposition — alors qu'il essayait de calmer la foule, il a été emmené

et retenu dans son bureau avant que des soldats n'entrent pacifiquement dans l'immeuble pour y rétablir l'ordre.

Voican a dit plus tard qu'un petit groupe de manifestants lui avaient « pratiquement sauvé la vie » en le protégeant de cette foule d'hommes, de femmes et d'enfants en colère.

Les manifestants accusaient le Front de salut national (FSN), qui a pris le pouvoir après la chute de Nicolae Ceausescu le 22 décembre, de suivre l'exemple du dictateur déchu.

Groupe d'agités
« Ces manifestants sont payés en lei (la monnaie rou-

Suite A-2, Roumanie...

L'appui de Côté semble acquis à Sheila Copps

Marc-Yvan Côté, le puissant organisateur libéral de l'Est du Québec, décidera d'ici demain s'il donne son appui à Sheila Copps. Si son cœur balance en faveur de Sheila, ce sera une percée majeure pour la candidate au leadership du Parti libéral du Canada, prédit-on à Québec.

par SUZANNE DANSEREAU
de la Presse canadienne

« Dans l'Est du Québec, nous avons une bonne organisation en place. Marc-Yvan apporterait beaucoup, non seulement sur le plan de la crédibilité, mais sur le plan de l'expérience », disait hier le député provincial de La Peltre, Lawrence Cannon, coprésident de la campagne de Mme Copps au Québec.

Le suspense durera jusqu'à demain soir. Un « 5 à 7 » est organisé au Palladium de Sainte-Foy et ce serait pour M. Côté l'endroit idéal pour annoncer son appui à Mme Copps.

Le député Cannon se dit très confiant que M. Côté ira du « bon bord ». À ce jour, Mme Copps a l'appui ouvert de quatre députés de la région de Québec — Charlevoix, Taschereau, La Peltre et Chauveau. M. Cannon promet que demain, il y en aura d'autres. Sans compter la quinzaine de maires qui la soutiennent également.

Le portrait est différent à Montréal, où, selon M. Cannon, l'appui va majoritairement à Paul Martin. Mais là également, on souhaite faire une percée dans les quartiers populaires. On sait que Mme Copps était la candidate préférée de feu Jean-Claude Malépart.

Tournée québécoise
Sheila Copps visitait hier la région de Québec, où elle a rencontré des organisateurs dans Louis-Hébert, Lévis et Charlesbourg.

Dans Louis-Hébert et Lévis, sa présence n'a pas été aussi

courue qu'on l'aurait souhaité. Mais dans Charlesbourg, elle a fait un malheur. Plus d'une centaine de militants se sont

Suite A-2, Côté...

Les É.-U. eux aussi ont leurs querelles de langues

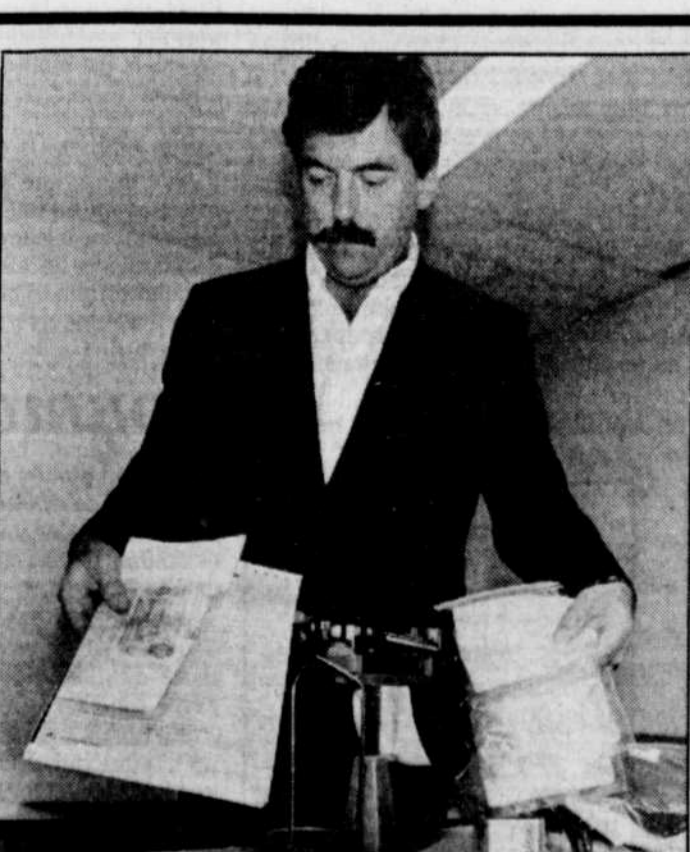
WASHINGTON — Le Canada n'exerce pas de monopole sur les querelles linguistiques. Aux États-Unis, un mouvement similaire aux groupes ontariens de protection de l'anglais mène depuis le début des années 1980 une lutte dans plusieurs États pour empêcher la prolifération de l'espagnol, qui continue malgré tout de gagner du terrain.

par MAURICE GIRARD
de la Presse canadienne

Le 7 février dernier, le juge Paul Rosenblatt, du district de Phoenix en Arizona, déclarait inconstitutionnelle une loi de 1988 faisant de l'anglais la lan-

Suite A-2, États-Unis...

Autres textes en page B-5



Le relationniste Camil Gagnon, de la Sûreté du Québec, exhibe des sachets de cocaïne, d'une valeur de 300 000 \$, saisis il y a deux ans, dans le quartier Dufferin.

La drogue de l'illusion et du bien-être absolu

Il faut retourner à la marijuana et aux années 60 pour retrouver pareil engouement envers une drogue. L'usage de la cocaïne — le « Dristan du penseur » comme l'a déjà baptisée un esprit sarcastique — se répand comme une traînée de poudre dans notre société, à l'heure où les chiffres démontrent une baisse de la consommation des autres drogues, à l'exception des médicaments.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Il ne se passe plus une semaine, voire une journée, sans que les médias ne fassent état du sujet. Du sommet de Carthage à l'arrestation choc du maire de Washington, en passant par la croisade obsessionnelle du président Bush et les récits de personnalités avouant avoir succombé à « Lady Cocaïne », le filon semble inépuisable.

Difficile d'évaluer le nombre de consommateurs de cocaïne au Québec. L'enquête gouvernementale Santé Québec, effectuée en 1987, indique que 3,9 % des adultes (15 ans et plus) en ont déjà consommé au moins cinq fois dans leur vie, ce qui équivaut à environ 200 000 personnes. La consommation aurait tendance à augmenter avec le degré de scolarité.

Selon Alain Roy, un intervenant en toxicomanie de Rivière-du-Loup, qui s'intéresse



aux « paradis artificiels » de Baudelaire depuis une quinzaine d'années, la popularité de la cocaïne serait entre au-

Suite A-2, Cocaïne...

Autre texte en page A-2

Suites de la première page



Mme Sheila Copps à Charlesbourg

La candidate au leadership du Parti libéral fédéral, Mme Sheila Copps, alors qu'elle arrivait toute souriante avec le ministre québécois des Affaires sociales, M. Marc-Yvan Côté, à une assemblée politique tenue hier à Charlesbourg.

Côté...

massés dans une salle de loisirs pour aller l'entendre à 9 h du matin. Elle est arrivée toute souriante au bras de Marc-Yvan Côté, avec qui elle venait d'avoir un tête-à-tête.

« Marc-Yvan et moi avons plusieurs choses en commun. D'abord, nous sommes deux bêtes politiques », a-t-elle dit devant les militants.

Pour sa part, M. Côté a vanté le « charisme » de Mme Copps. Il a dit à ses militants que son idée n'était pas encore faite, et qu'il avait promis à Paul Martin d'avoir un entretien téléphonique avec lui dans la journée même.

Mais il a tellement vanté les qualités de Mme Copps que plusieurs n'osent croire qu'il ira avec Martin. « Ça prend du charisme en politique, pas juste une machine. Ça prend un leader qui est capable de véhiculer des idées et de transporter la ferveur publique. Mme Copps a démontré ses qualités de leadership. Elle a eu le courage d'appuyer le lac Meech, et cela me semble assez important », a déclaré M. Côté. Mais les manitous qui entourent M. Côté sont divisés. Plusieurs appuient Martin.

Ce qui est sûr, c'est que Sheila Copps est aimée dans l'Est du Québec. Plus on la montre, plus elle gagne des appuis. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, où elle était samedi, elle a obtenu un grand succès.

Le sondage interne de Léger et Léger, fait en janvier, la place six points devant Jean Chrétien et 18 points devant Martin.

Budget...

liards \$, soit 1,8 milliard \$ de plus que l'année précédente.

Les contribuables ne trouveront pas une grande consolation dans le fait que le déficit 1989-1990 sera exactement ce qu'avait prévu M. Wilson dans son budget de l'an dernier. Car ils ont dû puiser près de 6 milliards \$ de plus dans leurs goussets (en taxes et impôts) pour arriver à cette invraisemblance, une augmentation du déficit et de la dette nationale.

Un surplus

Si ce n'était de sa dette, le gouvernement fédéral afficherait un surplus budgétaire cette année. En effet, pour les neuf premiers mois de l'année, l'excédent des recettes sur les dépenses atteint 10,4 milliards \$, indiquent les dernières données du ministère des Finances.

Mais il y a la dette, qui coûtera en intérêt seulement 40 milliards \$ cette année soit plus que ce qu'Ottawa dépense pour les services de santé, les allocations familiales, la sécurité de la vieillesse et l'assistance sociale réunis.

Une fois la dette prise en compte, c'est un déficit de 18,8 milliards \$ qui reste à Ottawa trois mois avant la fin de son exercice financier qui doit se terminer comme prévu avec un trou de 30,5 milliards \$.

Dans son dernier budget, le ministre Wilson avait prévu que les taux d'intérêts baisseraient graduellement à compter de la fin de 1989, ce qui devait contribuer à réduire le déficit à 28 milliards \$ en 1990-1991.

Non seulement cette baisse ne s'est pas produite, mais la tentative récente du gouverneur de la Banque du Canada de relâcher sa pression sur les taux a avorté. Devant la dégringolade du dollar canadien qui en a résulté, M. John Crow a dû faire marche arrière et relever le taux d'escompte qui, à 13,32 %, est actuellement à son niveau le plus haut depuis août 1982.

Si cette situation devait se prolonger une partie de l'année, c'en sera fait de la réduction prévue du déficit à 28 milliards \$ pour l'année 1990-1991 qui, selon M. Wilson, devait marquer le début d'une série de baisses qui aurait ramené le déficit à 15 milliards \$ en trois ans.

Une récession

Le budget de demain ne contiendra aucune bonne nouvelle pour les contribuables. M. Wilson et le premier ministre Mulroney nous nous ont déjà prévenu qu'il faudra faire d'autres sacrifices.

Les paiements de transferts aux provinces, qui n'ont été qu'égratignés l'an dernier par M. Wilson, pourraient notamment passer au coutelet. Il faut aussi s'attendre à ce que M. Wilson puise davantage dans les poches des contribuables. Toutes les taxes fédérales, directes ou indirectes, sont susceptibles d'être augmentées en attendant l'entrée en vigueur de la TPS en janvier prochain.

Ce budget certainement austère arrive au moment où l'économie canadienne tourne à son plus bas régime depuis la récession.

Les économistes ne s'entendent pas sur la probabilité que l'économie canadienne tombe dans une récession cette année, mais les pessimistes se font de plus en plus nombreux.

Certain d'entre eux croient même que le budget fédéral, combiné aux taux d'intérêt vertigineux et mélangé aux signes de ralentissement qui se multiplient dans l'économie, constitue la recette de la parfaite récession.

Nos grands-parents ont déjà consommé de la coke à leur insu

Saviez-vous que votre grand-père ou votre arrière-grand-père a déjà consommé de la cocaïne à son insu ?

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Au début du siècle, en effet, une boisson gazeuse du nom de Coca-Cola renfermait des extraits de cette fameuse drogue. Le créateur de cette boisson, un dénommé John Styth Pemberton, un pharmacien, vendait le produit dans les drugstores de l'époque. Les clients le réclamaient, dit-on, en parlant d'un « shot in the arm ». Ce n'est qu'en 1906, plus de 15 ans après son introduction sur le marché, qu'on remplaça la cocaïne par la caféine.

Auparavant, Sigmund Freud,

le père de la psychanalyse, s'était intéressé à la cocaïne, l'expérimentant à plusieurs reprises au milieu du XIXe siècle et la recommandant même pour combattre certaines maladies. « L'action psychique de la cocaïne se manifeste par un enjouement et une euphorie d'assez longue durée, qui ne se distinguent en rien de l'euphorie normale chez une personne saine », écrivait-il, après l'avoir ingéré par voie orale (Ce n'est qu'au début du XXe siècle que la coke commença à être sniffée). « On est tout simplement normal; il devient même difficile de s'imaginer qu'on est sous l'effet d'un produit quelconque. »

Freud croyait que la cocaïne représentait un « moyen d'épargne », c'est-à-dire une substance permettant d'utiliser son énergie à meilleur escient et, par le fait même, de survivre avec moins de nourriture.

Plusieurs autres intellectuels célèbres, attirés par les pro-

priétés stimulantes de la cocaïne, en ont également fait usage: le général et ex-président américain Grant aurait écrit ses mémoires sous son influence; le pape Léon XIII ses encycliques. Au début du siècle, un auteur français estimait à 80 000 le nombre de cocaïnomanes à Paris.

Même le rusé Sherlock Holmes, par le biais de l'imagination fertile de son créateur, Sir Arthur Conan Doyle, s'injectait de la cocaïne. Doyle en fit mention pour la première fois dans « Le signe des quatre », paru en 1890. Dixit Holmes: « La cocaïne a une influence néfaste sur mon corps, mais je la trouve tellement stimulante pour la clarification de l'esprit... »



Suite de la première page

Cocaïne...

tres attribuable à sa compatibilité avec notre société industrialisée. « La coke correspond à nos valeurs de compétition, de dynamisme, d'agressivité, d'excellence », soutient-il à travers les nombreux cours et conférences qu'il prononce aux quatre coins de la province.

« Dans les années 60, tu trippais. Aujourd'hui, c'est plus rythmé. Tu vas faire ton jogging après avoir sniffé ta coke et tu te tapes ton quart de mille plus vite... », ajoute, dans un style imagé, Me Jean-Robert Nadeau, un procureur de la Couronne qui, chaque jour, au palais de justice de Québec, est confronté à des accusés mouillant dans le trafic de cocaïne.

La façon la plus courante de prendre de la cocaïne est d'en priser la poudre. Après l'avoir hachée et disposée en « lignes » sur une surface lisse, le consommateur l'aspire par le nez, le plus souvent avec un billet de banque roulé très serré. L'effet survient entre 30 secondes et deux minutes plus tard.

Le nombre de « lignes » prisées donne d'ailleurs un bon indice du degré de dépendance. Le consommateur moyen peut s'en faire une dizaine avec un gramme. Les plus modérés la transformeront en 20 lignes; à l'autre extrémité, un gros usager pourra s'envoyer dans les narines le gramme au complet !

Quelques cocaïnomanes — une très petite minorité cependant — vont préférer s'injecter la cocaïne à l'aide de seringues, après l'avoir dissoute avec de l'eau. L'effet est alors très rapide: environ dix secondes. L'apparition du fameux crack a permis de fumer la cocaïne, procurant ainsi une sensation encore plus forte. L'ingestion par voie orale est moins populaire car la dilution du produit ne permet pas d'atteindre un « high » satisfaisant.

La drogue de l'illusion

La cocaïne, c'est la drogue de l'illusion, du bien-être absolu, de la confiance inébranlable en ses capacités physiques et intellectuelles, bref, de la folie des grandeurs. Aucune autre drogue ne renforce l'égo à ce point. « Mais ça ne donne pas l'intelligence à celui qui n'en a pas... », laisse tomber, sourire en coin, Alain Roy.

Le trip de cocaïne se veut très intellectuel. Rien à voir avec le nirvana de l'héroïne, où le temps semble suspendre son vol. Ou encore avec les voyages hallucinants de la mescaline du flower power.

« Je me sens comme la Belle au Bois dormant qui le Prince charmant vient réveiller d'un baiser, raconte une consommatrice. Crois-moi que t'es bien. La coke c'est un booster avant tout. T'es comme une batterie chargée à bloc. En même temps que t'es en grosse forme, t'as le goût de jaser, de rencontrer du monde. T'es de bonne humeur au bout. Ça roule très vite dans ta tête et t'as le goût de bouger et de faire plein de choses. T'as beaucoup de projets mais ce qui est plate, c'est que finalement tu fais jamais rien et tes projets s'envolent. »

« La coke, c'est une drogue pratique, mentionne un autre usager. Tu sniffes ça dans une toilette, dans un party. Ça sent rien, t'as pas besoin de fumer. »

États-Unis...

gue officielle de cet Etat, cédé aux États-Unis par le Mexique en 1848 et où les hispanophones forment plus de 20 % de la population.

La décision du gouverneur démocrate Rose Mofford de ne pas en appeler de cette décision a provoqué la colère des partisans de l'unilinguisme, qui avaient gagné le référendum sur la reconnaissance d'une langue officielle.

Dans la guerre de tranchées linguistiques qui est menée dans le sud et le sud-ouest américain, le Canada est cité abondamment comme exemple à ne pas suivre. Et le nom du Québec ainsi que sa réputation sont galvaudés au gré des arguments parfois fallacieux des deux clans qui s'affrontent dans cette bataille du bilinguisme, version USA.

Président du mouvement « Arizonans for Official English », Bob Park explique à la Presse canadienne de quelle façon il utilise l'exemple du Québec pour conjurer le « chaos » qu'apprend qu'une politique coûteuse de bilinguisme pourrait créer devant les tribunaux.

Sa position est simple: pas de bilinguisme. « On adopte la même attitude que les Québécois qui veulent que ça se passe en français dans leur province. Nous, on dit: si vous venez vous établir en Arizona, c'est l'anglais que vous devrez parler. »

Aux États-Unis, où il se parle 120 langues, on n'a pas besoin d'un conflit linguistique à la canadienne, affirme-t-il.

M. Park reconnaît que la situation des Québécois de souche — un des deux peuples fondateurs du Canada — n'a rien de comparable avec celle des nouveaux immigrants espagnols, qui forment le groupe minoritaire en plus forte croissance, menaçant de déloger du premier rang l'importante minorité noire.

« Ils ont choisi de venir vivre aux États-Unis. Personne ne les a

Émoustillante, voire aphrodisiaque selon plusieurs, la cocaïne est particulièrement populaire dans les discothèques, les « cruising bars », les bars de danseuses. L'illusion de supériorité et de prestige conférée à l'usager en quête de l'âme soeur expliquerait cette tendance. « Maintenant, les couples se font la cour autour d'une ligne, raconte un agent double. Ça paraît même pas, on met ça sur un paquet de cigarettes. J'ai déjà vu des party où il y en avait sur les tables comme si c'était des pretzels... »

Selon une source policière impliquée dans le monde des stupéfiants, il n'est pas rare de retrouver dans certaines discothèques jusqu'à 25 % de consommateurs. On peut y voir des files d'attente se former devant les cabinets de toilettes des hommes, à deux pas d'urinoirs étrangement inutilisés...

« La cocaïne te rend plus téméraire », raconte Julie, 35 ans, qui apprécie le sentiment d'alerte que lui procure son gramme de poudre hebdomadaire, même si son « vice » lui coûte l'équivalent d'un loyer par mois. « Tu dis des choses que tu dirais pas dans un état normal. Comme faire des propositions à un gars que tu trouves de ton goût par exemple. »

Le « trip de l'oeil magique »

Les lendemains de consommation ne chantent cependant pas. Le sommeil vient difficilement. Certains vont ingurgiter de l'alcool ou fumer un joint afin de s'apaiser et retrouver un certain équilibre.

Par sa faculté à faire oublier la fatigue (on a déjà vu des consommateurs frénétiques dormir seulement trois nuits en un mois !) et de couper la faim, la cocaïne fait fonctionner à plein régime la machine humaine. A long terme, le consommateur, fourbu, en vient donc à développer une pléiade de symptômes: faiblesse extrême, vieillissement prématuré, insomnie, tics, dépression, troubles de mémoire, perte de poids, troubles cardiaques, etc.

Sans oublier ce qu'on appelle dans le milieu, « le trip de l'oeil magique », c'est-à-dire cette paranoïa malade qui se développe chez certains consommateurs, particulièrement les plus frénétiques. Quelques-uns vont se terrer au fond d'un placard, l'oreille tendue au moindre bruit; d'autres vont faire le tour de la ville, persuadés d'avoir la police à leurs trousses. « Le monde de la coke, c'est du monde qui se conte plein d'histoires », souligne Alain Roy, qui a connu des usagers rendus à démentir régulièrement. « Mais à la fin, t'as plus d'illusions. Tout ce que tu cherches, c'est te geler pour t'endormir. Beaucoup de cocaïnomanes vont d'ailleurs alterner avec l'héroïne ou encore avec des downers. »

Sujet d'actualité par excellence, la cocaïne l'est également dans les laboratoires. Une avalanche de découvertes médicales est à prévoir bientôt. Le Dr Thérèse Di Paolo, du département d'endocrinologie moléculaire du CHUL, qui a déjà réalisé une étude sur les effets neurochimiques de la cocaïne, l'a constaté l'automne dernier, en Arizona, à l'occasion du congrès de l'American Society for Neuroscience. « J'y vais depuis dix ans et c'est la première fois que je remarque autant de recherches faites sur le sujet. »

Si la « coke » a été longtemps considérée comme une drogue « cérébrale », les observations faites par des intervenants en toxicomanie tendraient à démontrer qu'il existe des symptômes physiques lors du sevrage de cocaïnomanes: convulsions, sueurs froides, insomnie, tremblements, etc.

DEMAIN:

De la neige de plus en plus blanche...

forcés », dit M. Park, répétant l'argument-massue qui a jusqu'à présent amené 16 des 50 États américains à décréter l'anglais comme seule langue officielle.

Représentant hispanophone du 23e district à la Chambre des représentants de l'Etat d'Arizona, M. Armando Ruiz louange la décision de la gouverneuse Rose Mofford de ne pas contester, pour des raisons économiques, la décision du juge Rosenblatt.

Les adversaires du bilinguisme brandissent régulièrement le spectre du Québec dans leur propagande. « Mais ils ont tort », dit-il.

« La cause des difficultés de la politique du bilinguisme canadien est plutôt attribuable à la décision du gouvernement du Québec de faire du français la seule langue officielle de la province. Chaque fois que vous tentez de donner priorité à une langue sur une autre, vous ferez face à de l'opposition », affirme-t-il.

Dans l'attente d'une décision éventuelle de la Cour suprême des États-Unis sur la reconnaissance d'une langue officielle en regard du premier amendement de la Constitution garantissant la liberté d'expression, la montée tant économique que numérique de l'espagnol pourrait à court terme provoquer, selon M. Lemco, un ressassage aux États-Unis et tarir la source fédérale de financement des programmes d'éducation bilingue.

« Je pense que les États-Unis connaîtront des tensions encore plus fortes avant qu'une solution ne soit trouvée à ce problème », conclut-il. Certains prédisent que d'ici l'an 2000, les Noirs, les hispanophones, les Asiatiques et les autres minorités pourraient former près de 40 % de la population américaine et 80 % des nouveaux venus sur le marché du travail seront des femmes ou proviendront d'un groupe minoritaire.

Roumanie...

maine), en dollars et en boissons. Ce ne sont pas les gens qui ont fait la révolution de décembre contre Ceausescu. C'est un groupe d'agités », a dit Voican à des journalistes dans son bureau, alors que des centaines de soldats poussaient diplomatiquement les contestataires vers la sortie de l'immeuble.

Le ministre des Affaires étrangères est le siège du gouvernement depuis le 22 décembre. L'agence de presse roumaine Rompres a rapporté que 20 soldats avaient été gravement blessés pendant les incidents d'hier.

La télévision nationale a diffusé des images de deux hommes, dans un hôpital, qui affirmaient faire partie des blessés. Cité par Rompres, le général Horia Opruta, commandant des parachutistes qui sont intervenus, a pour sa part déclaré que les soldats avaient été frappés par des barres de fer.

L'occupation du siège du gouvernement s'est produite après une manifestation organisée par des Roumains qui accusent le FSN de se comporter comme le régime totalitaire de Ceausescu.

La dette nationale du gouvernement fédéral

	1985	1986	1987	1988	1989	1990 *
La dette nationale nette du gouvernement fédéral	199 milliards \$	233 milliards \$	264 milliards \$	293 milliards \$	322 milliards \$	351 milliards \$
Les sommes consacrées au Service de la dette	18,2 milliards \$	21,7 milliards \$	22,4 milliards \$	24,5 milliards \$	28,3 milliards \$	34,4 milliards \$
La dette fédérale par citoyen canadien	8634 \$	10 066 \$	11 181 \$	12 280 \$	13 451 \$	14 667 \$
La dette fédérale par travailleur	19 754 \$	22 562 \$	24 624 \$	26 011 \$	28 205 \$	30 481 \$

SOURCE: le Service de recherche du Conseil du patronat du Québec (CPQ) * pour 1990, il s'agit de prévisions

Graphique: LE SOLEIL

LE SOLEIL

390, rue St-Vallier Est
Québec (Québec) G1K7J6

Service aux abonnés	647-3333
Annonces classées	647-3311
Carrières et Professions	647-3270
Publicité Détaillants	647-3435
Publicité Générale	647-3266
Rédaction	647-3394
Promotion	647-3342
Renseignements	647-3233



Le président du SPUL, Ramzi Salamé, a annoncé que le conseil syndical avait choisi de poursuivre les pourparlers avec l'université.

Les cours reprennent normalement à Laval

Les cours reprennent normalement ce matin, à l'université Laval. Les membres du syndicat des professeurs attendront à demain soir avant de décider s'ils reprennent les moyens de pression.

par ALAIN CASTONGUAY
LE SOLEIL

Joint en soirée hier, le président du SPUL, M. Ramzi Salamé, a indiqué que le conseil syndical avait choisi, après avoir obtenu rapport du comité de négociations, de poursuivre les pourparlers avec la partie patronale.

« Des séances de négociations sont prévues aujourd'hui et demain. Nous y participerons et si la direction de l'université Laval fait preuve d'un peu de souplesse, nous ne ferons pas la grève, indique-t-il. Sinon, nous nous réunirons à nouveau demain soir pour décider quels sont les moyens de pression à utiliser pour faire bouger l'administration, y compris le recours aux grèves sporadiques. »

Les 1200 membres du SPUL avaient fait la grève la semaine dernière, après avoir refusé une offre de règlement, dont les coûts additionnels pour la seule année 1990-91 atteignaient 7,4 millions \$. Des séances intensives de négociation ont tout de même eu lieu durant la semaine. Les membres du SPUL ont repris le travail à 14 h vendredi.

La confusion a régné toute la semaine, sur le campus universitaire, puisque le SPUL n'avait pas dressé de piquets de grève. Les chargés de cours et certains autres membres du corps professoral pouvaient donc livrer normalement leur enseignement. Mais ce n'est pas tous les étudiants qui savent si tel ou tel professeur est bel et bien membre du SPUL.

Les règlements du ministère de l'Enseignement supérieur exigent qu'une session universitaire ait duré 12 semaines, avant d'être déclarée valide. La session hiver 1990 n'est donc pas encore en péril.

Par ailleurs, le référendum de la CA-DEUL sur le dégel des frais de scolarité, qui a dû être annulé la semaine dernière à cause de la grève du SPUL, aura lieu demain, mercredi et jeudi.

Hervé Moysan prend la direction de l'Hôtel-Dieu de Lévis

LÉVIS-LAUZON — M. Hervé Moysan devient directeur général de l'Hôtel-Dieu de Lévis, succédant ainsi à M. Roger Lepage qui avait remis sa démission, il y a neuf mois, pour occuper un poste de conseiller au ministère de la Santé et des Services sociaux.

M. Moysan est à l'emploi de l'Hôtel-Dieu de Lévis depuis 1973. Détenteur d'un M.B.A., il y a occupé successivement les postes de conseiller administratif et de directeur des services hospitaliers, avant d'être désigné directeur général adjoint, en 1978.

Police de Sainte-Foy

Le chef Roland Bourget prépare la relève

Le chef de police de Sainte-Foy, Roland Bourget, prépare tranquillement sa relève. En effet, le 5 mars, il présentera au comité exécutif de la ville, le candidat choisi comme directeur adjoint aux opérations policières. Le détenteur de ce poste clé dans le nouvel état-major de Sainte-Foy pourrait, s'il tire bien son épingle du jeu, hériter de la direction du corps de police lorsque le grand patron quittera Québec, à la fin de son contrat.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Le candidat pressenti parmi les 18 qui ont postulé pour diriger les 145 patrouilleurs et enquêteurs de Sainte-Foy serait M. Pierre Leclair, directeur du service des relations publiques à la police de la Communauté urbaine de Montréal depuis un an.

La nouvelle circule depuis un bon moment dans les différents postes de police de la région de Québec. Il faut dire que plusieurs des candidats convoitaient ce poste de direction provenant notamment des centrales de police de Québec, Beauport et Sainte-Foy. Seules six personnes se sont classées aux entrevues finales.

M. Leclair a défrayé l'actualité en décembre dernier, alors qu'il découvrait, en se rendant sur les lieux de la tuerie à l'École polytechnique de Montréal, que sa fille de 23 ans, Maryse, une brillante étudiante en génie, figurait au nombre des victimes.

Policier de carrière depuis 26 ans, M. Leclair possède toutes les qualifications pour occuper ce poste d'officier, soit un baccalauréat en administration et une solide expérience des opérations policières de patrouille et d'enquête ainsi que de gestion d'effectif.

Ce policier a notamment dirigé durant trois ans un poste de police de la CUM. On dit également qu'il est originaire de la région de Québec. Joint par LE SOLEIL, le principal intéressé n'a pas voulu commenter la nouvelle.

Le poste de chef de division des opérations policières s'inscrit dans la nouvelle restructuration du corps de police de Sainte-Foy, pour laquelle le chef Bourget a obtenu carte blanche de la mairesse Andrée Boucher. Cette nouvelle division sera responsable de toutes les activités policières, y compris la sécurité routière et la prévention.

C'est un poste comme celui-là qu'occupait Roland Bourget avant de devenir chef de police



Le capitaine David Craig, à gauche, avait assumé l'intérim à la direction de la police de Sainte-Foy jusqu'à l'arrivée du nouveau chef Roland Bourget.

de la CUM en 1985. Interrogé sur la rumeur voulant qu'un futur chef de police se pointe à l'horizon, le grand patron a précisé qu'il était prématuré de prétendre que le chef des opérations policières deviendrait automatiquement le prochain chef de police.

« Je n'aime pas parler de mon départ alors que je viens à peine d'arriver. C'est sûr que je vais partir un jour. Mais mon contrat n'expire qu'en 1992 et je ne peux encore dire si je le

prolongerai », dit-il.

Il poursuit : « Si le candidat que l'on choisira fait l'affaire, il peut certes constituer un excellent parti. De là à dire qu'il sera mon remplaçant... », dit-il.

Il souligne également qu'aucun contrat n'est encore signé et qu'il poursuit sa réflexion, très avancée, avant de soumettre, après consultation avec le service du personnel, une recommandation au comité exécutif.

Actuellement, M. Bourget termine des entrevues pour un second poste de directeur adjoint, responsable de la division de la prévention des incendies, un service qui deviendra plus autonome. Vingt-huit pompiers de tous les coins du Québec ont appliqué sur ce poste, jadis détenu par l'ex-directeur par intérim, le capitaine David Craig, qui prendra sa retraite le 1er mai.

Il prévoit qu'un seul candidat se distinguera pour chacun des deux postes de directeur adjoint, qui font partie du nouvel organigramme présenté par M. Bourget l'automne dernier. Leur entrée en fonction est prévue pour mars ou avril.

M. Bourget, qui a toujours exprimé ouvertement son intention de préparer une solide relève pour un corps de police miné par l'affaire Lefebvre, a indiqué qu'il cherchait des personnes très qualifiées. « On peut penser que ces deux chefs de division seront très près de moi », conclut-il.

Par ailleurs, les négociations en vue du renouvellement de la convention collective se poursuivent entre la partie patronale et le syndicat. De part et d'autre, on indique que le climat est bon. Un arbitre a été demandé pour régler certaines mécontentes, notamment au chapitre du resserrement du droit de gréance.



Ce coffre-fort au Salon de l'épargne-placement a attiré bien des visiteurs qui pouvaient mériter les titres cachés à l'intérieur à la condition, toutefois, d'en trouver la combinaison.

L'idée de combiner les quatre Salons de la réussite a porté fruit

Le coup de dés de Martin International aura été payant : la réunion des quatre Salons de la réussite aura attiré une bonne foule et les organisateurs sont optimistes pour l'an prochain.

par ALAIN CASTONGUAY
LE SOLEIL

Serge Martin, président de l'organisation, anticipait 20 000 visiteurs durant les quatre jours de l'événement. Hier après-midi, il avait révisé son objectif et affirmait avec conviction que plus de 25 000 personnes auront franchi les tourniquets du Centre municipal des congrès de Québec.

« Et je ne compte pas les gens qui reviennent deux, trois ou quatre fois, mais seulement ceux qui s'inscrivent, souligne-t-il. On demande aux gens de s'inscrire afin de pouvoir leur envoyer à deux reprises un bulletin de liaison, qui les informera des activités à caractère pédagogique qui se tiendront dans la région, en cours d'année. »

« Nous avons décidé d'offrir un salon de nature éditoriale, avec nos 125 conférences, plutôt que d'offrir des attractions. Notre public a changé, il a mûri

et il veut de l'information plus spécialisée », poursuit Serge Martin.

Selon lui, le hit de cette année est le Salon des connaissances. « L'an prochain, ce secteur prendra encore plus d'expansion. Le marché de l'art est un tout nouveau secteur d'investissement qui va se développer rapidement. Nous devons suivre les intérêts de notre clientèle, principalement composée de baby-boomers, souligne-t-il. »

L'an prochain, les Salons de la réussite seront axés sur les 55 ans et plus. « On prépare beaucoup les gens à leur retraite, mais on oublie aussi de leur dire qu'ils devront alors continuer d'investir leur argent, s'ils veulent maintenir leur niveau de vie », affirme M. Martin.

Exposants satisfaits

Plusieurs exposants ont exprimé leur satisfaction, hier après-midi, visiblement heu-

reux de la foule la plus imposante de l'événement. « C'est une très bonne idée d'avoir ainsi combiné quatre salons », souligne Gilbert Hakim, de la Société immobilière JM Veilleux.

« Le dernier Salon de l'immobilier avait malheureusement coïncidé avec le tremblement de terre de novembre 1988, rappelle-t-il. Je trouve que les visiteurs de cette année sont plus intéressés et intéressants. »

Un autre exposant, Denis Bergeron de la firme Investors constate « le timing très réussi avec la période des REER (Régime enregistré d'épargne-retraite). Février, en ce qui nous concerne, c'est un très bon mois pour un tel salon », dit-il, ajoutant être d'accord avec la combinaison des quatre salons « qui nous amène une belle clientèle diversifiée. »

Dans les meilleures années du Salon de l'épargne-placement, Serge Martin y attirait 30 000 visiteurs. Il jure pouvoir en attirer autant en 1991, avec le raffinement de la nouvelle formule des quatre salons de cette année.

Ste-Jeanne-de-Pont-Rouge Des citoyens hostiles à un projet de sablière passeront à l'attaque

PONT-ROUGE — La séance d'information du conseil municipal de Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge risque fort d'être houleuse, ce soir, alors qu'un groupe de citoyens s'oppose vivement au projet d'exploitation d'une sablière par Lafarge Canada.

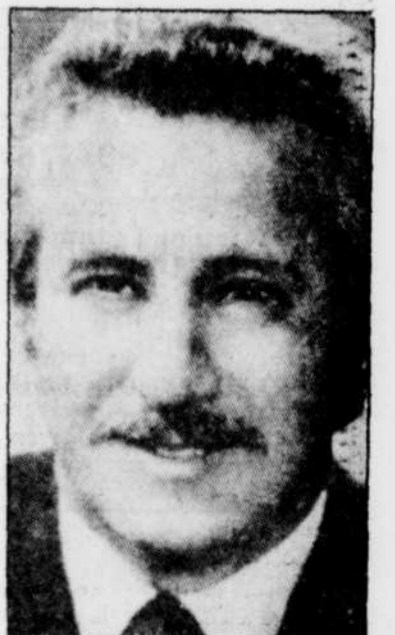
par DOMINIC HARDY
collaboration spéciale

Tout a commencé par un profond désaccord au sein du Comité consultatif sur l'urbanisme (CCU) de Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge, le 15 janvier dernier, qui allait entraîner la démission de son président M. Jacques Dubé. Ce dernier avait mal digéré la décision du CCU de recommander, à la municipalité, l'acceptation du projet de la compagnie Lafarge d'exploiter une sablière de 187 acres sans consulter ni informer la population.

La municipalité devait donner sa réponse à la compagnie le 5 février dernier mais, ce soir-là, la salle du conseil fut envahie par des citoyens en colère qui s'opposent au projet, craignant pour leur qualité de vie. Devant cette opposition, la décision du conseil municipal fut reportée et il opta pour la tenue d'une séance d'information auprès de la population. C'est cette réunion qui doit avoir lieu ce soir.

Depuis le 11 février, les opposants au projet de sablière ont formé un comité de citoyens. La réunion de ce soir risque d'être houleuse, estime Mme Carole Suzor, présidente du comité.

De son côté, Lafarge soutient que son projet respecte les normes et la tranquillité des zones avoisinantes. Le plan prévoit même l'amélioration du potentiel agricole de l'emplacement, une fois terminée son exploitation. L'augmentation de



La firme Cogeneuf, détenue à 50 % par MM. Tommy D'Errico (notre photo) et Frank Fava, négocie actuellement pour un autre projet de sablière dans Portneuf.

trafic de cinq à dix véhicules à l'heure qui en résulterait serait noyée parmi le flot des 600 véhicules qui passent sur le pont Rouge à l'heure de pointe, croit-elle. L'apport économique de la sablière pourrait atteindre 740 000 \$.

Les firmes Lafarge et Cogeneuf, cette dernière détenue depuis peu à 50 % par MM. Tommy D'Errico et Frank Fava, sont en pourparlers au sujet de l'exploitation d'une autre sablière dans ce secteur. Cogeneuf et Lafarge sont associées dans une société appelée Cogeneuf-Canfarge qui a obtenu un contrat de livraison de 150 000 mètres cubes de béton pour la construction d'une partie de l'aluminerie Luralco, à Deschambault.

Le comité de citoyens exige de la municipalité de Sainte-Jeanne-de-Pont-Rouge qu'elle s'oppose à la demande de dézonage que Lafarge a adressé à la Commission de protection du territoire agricole.

Du 5 février au 2 mars 1990
10.9% aussi disponible sur
BLAZER-PICK-UP S/T 1990

9.9%
48 MOIS
sur tous les
CAVALIER
en vente chez MARLIN
Cette offre se termine le 12 mars 1990.



c'est grandement accueillant!
2145, boul. Charest Ouest, Québec
688-1212

Le bar « Ainsi soit-il » endommagé par un feu de foyer

Une deuxième alarme sonnée - par prudence - a amené les pompiers de Québec au bar Ainsi soit-il de la rue Cartier, vers 19 h 30, hier. Le feu a pris naissance dans le plancher du rez-de-chaussée, sous un foyer mal isolé. Les flammes commençaient à gagner le mur lorsque les personnes présentes dans la salle ont remarqué la fumée qui sortait de sous la scène, à côté du foyer. Un spectacle devait avoir lieu hier soir, et les musiciens commençaient à peine à s'installer. Rapidement, la vingtaine de clients et les employés du bar ont sorti le matériel musical, qui n'a d'ailleurs subi aucun dommage. Les dégâts se sont limités au plancher, au mur, et à une partie du sous-sol - une première estimation les chiffre à 30 000 \$. Le restaurant Le jardin grec, adjacent au bar, et les appartements situés au dessus des deux commerces ont été évacués à cause de la fumée qui a rapidement envahi tout l'immeuble.



Comté de la Jacques-Cartier La MRC vise l'élimination plus sûre de ses déchets

La municipalité régionale de comté de la Jacques-Cartier veut faire de la protection de l'environnement son principal objectif pour les années à venir.

par THIÉRIO DIALLO LE SOLEIL

À court terme, cela se traduira par l'élimination sécuritaire des déchets actuellement recueillis par des compagnies privées et déversés dans des endroits inconnus des autorités.

Cet objectif s'inscrit dans le plan d'aménagement du territoire adopté en 1987, a expliqué récemment, au SOLEIL, le préfet de la MRC, M. Paul-Guy Boucher qui est aussi maire de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier depuis 1976. Il en est à son deuxième mandat comme préfet.

La MRC de la Jacques-Cartier regroupe neuf municipalités comptant quelque 24 000 habitants et s'étalant sur plus de 5300 kilomètres carrés. Ce sont Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, Lac-Beauport, Sainte-Brigitte-de-Laval, Lac-Saint-Joseph, Fossambault-sur-le-Lac, Lac-Delage, Saint-Gabriel-de-Valcartier, Shannon et les Cantons unis de Stoneham et de Tewkesbury.

« Les déchets, dont ceux retirés des fosses septiques, sont actuellement recueillis par des compa-

gnies privées, qui les déversent on ne sait où, probablement dans les cours d'eau », a affirmé M. Boucher. Il a précisé que la MRC était à la recherche de deux ou trois sites d'enfouissement, un à l'ouest (Sainte-Catherine) et un ou deux à l'est (Stoneham).

Les autorités ont demandé une aide financière au gouvernement mais n'ont pas encore reçu de réponse. « Nous avons suspendu le processus en attendant l'arrivée de cette réponse », a souligné le préfet, qui a reconnu que le ministère québécois de l'Environnement fournissait déjà une assistance technique.

Ce n'est cependant pas suffisant, nous voulons avoir le même genre de soutien financier qui est fourni aux municipalités pour certains travaux d'aqueduc et d'égoût », a-t-il ajouté.

Le préfet a par ailleurs révélé qu'en collaboration avec la Commission de la formation professionnelle et du cégep de Sainte-Foy, des cours de formation d'inspecteurs municipaux en matière d'environnement seront donnés à compter de la fin du mois.

« En ce qui concerne le schéma d'aménagement du territoire de la MRC, dont plus de 54 % est classé non organisé, M. Boucher a indiqué que le processus se poursuit actuellement au niveau de chaque municipalité.

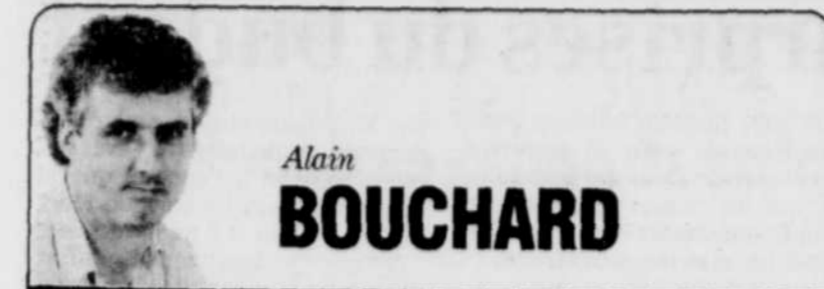
« La loi prévoyant un délai de trois ans pour sa mise en application, je pense que nous sommes dans les limites », de dire le préfet.

Les municipalités de Sainte-Brigitte-de-Laval, de Fossambault-sur-le-Lac et de Lac-Saint-Joseph ont déjà achevé la préparation de leur plan d'urbanisme et, selon M. Boucher, toutes ont respecté les grandes orientations du schéma.

Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier devrait adopter le sien cette année, avec de légers ajustements en ce qui concerne le périmètre d'urbanisation pour favoriser la construction résidentielle, a indiqué le préfet.

On sait que le gouvernement québécois a versé à la MRC un subvention de 100 000 \$ pour la réalisation du plan et qu'il continue de lui verser la somme de 70 000 \$ par an pour l'aider à en assurer le suivi.

LE SOLEIL
ABONNEMENT 647-3333
Extérieur: numéro sans frais
1-800-463-2362
Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h à 17h30 / Samedi et dimanche: 9h à 12h



Alain BOUCHARD Mademoiselle, s.v.p.!

Les autres soirs, j'ai pas, mais le lundi, au 500, c'est plus danses que j'auscultent les clients que le contraire. Elles sont toutes assises en ligne juste à gauche de l'entrée, et chaque fois qu'arrive un des rares moineaux des débuts de semaine, les filles l'examinent de la tête aux pieds et, sans doute, s'amusent ensuite à échanger leurs impressions.

Parce qu'elles ont le temps, bien sûr. Peu de monde à servir, peu de strips à cinq piastres aux tables, le demi-régime quoi. Je vous avais dit, l'automne dernier, que je poursuivais ma tournée des cabarets de sexe. Voilà, j'y arrive. J'ai seulement retardé de quelques mois... Un peu de patience, je vous en prie.

« C'est Madame Rachel qui vient nous servir. Sans âge. Sans complexe ni prétention non plus. Juste les mots et le ton qu'il faut. Comment j'ai su pour Rachel? Quand j'ai dit: « Bonsoir, madame! », elle a vite répondu: « Mademoiselle, s.v.p.! Ou simplement Rachel, tiens... » Toutes, sans exception, au 500 comme à La Broussaille, ont horreur de se faire appeler madame. Non jeune ami avait son explication: « Pour elles, c'est comme si tu voulais t'en distancer. Ne rien à voir avec. Alors qu'elles sont là pour t'offrir quelque chose. Et que la mademoiselle veut justement dire ça ». Y aurait-il une ou une féministe pour m'expliquer un peu plus, s'il vous plaît? J'accroche aussi les sociologues et les commis-voyageurs, à la limite.

À propos, elle ne danse pas, madame Rachel. Elle danse bien un peu devant le bar, pour s'exciter un peu le poil des jambes avec les copines, en fin de soirée. Mais je veux dire qu'elle ne danse pas aux tables ou sur le stage. Elle est servieuse. Une sorte d'animatrice en même temps. Mais toute habillée, si c'est ce que vous voulez savoir.

La danse? De la gymnastique. Pour ne pas dire du contorsionnisme. Et, bien sûr, on ne traîne pas avec le petit lingage. Mais ça, vous n'avez pas besoin de moi pour le dire...

J'ai finalement sorti un bout de papier, juste avant de partir, de

peur de trop en oublier. J'ai voulu le faire le plus discrètement possible. Mais rien n'échappe à ces filles-là, elles en ont trop vu. La danseuse est arrivée par derrière nous et a lancé, avec le rire en coin de circonstance: « Tu donnes des cotes aux filles? Qu'est-ce qu'on gagne, dis-moi donc? » Vous gagnez votre vie, non?

À La Broussaille, c'est tout autre chose.

Comme dans une famille. Et je répète, c'est le lundi. Si vous voulez savoir si c'est pareil le samedi, allez-y vous-mêmes.

C'est infiniment plus petit. Plus tassé. Peut-être même plus noir, à moins que ce ne soit qu'une impression. Mon jeune expert en musique a laissé tomber: « Au 500, ce serait pour les cadres. Ici, ce serait pour les employés! » Et c'était loin d'être péjoratif, quand on connaît le jeune homme.

Sur le mur du fond, trois écrans de télévision. Deux à la télé ordinaire, le troisième au canal cul. Pas besoin de vous décrire. Imaginez tout... et multipliez par cinq. À la télé ordinaire, l'image est toute embrouillée, pendant les nouvelles; et voilà qu'elle se désembrouille instantanément quand arrivent les sports. Sur la troisième, il n'y a jamais un seul flocon de neige. Et les couleurs sont impeccables.

« C'est Madame Rachel qui vient nous servir. Sans âge. Sans complexe ni prétention non plus. Juste les mots et le ton qu'il faut. Comment j'ai su pour Rachel? Quand j'ai dit: « Bonsoir, madame! », elle a vite répondu: « Mademoiselle, s.v.p.! Ou simplement Rachel, tiens... » Toutes, sans exception, au 500 comme à La Broussaille, ont horreur de se faire appeler madame. Non jeune ami avait son explication: « Pour elles, c'est comme si tu voulais t'en distancer. Ne rien à voir avec. Alors qu'elles sont là pour t'offrir quelque chose. Et que la mademoiselle veut justement dire ça ». Y aurait-il une ou une féministe pour m'expliquer un peu plus, s'il vous plaît? J'accroche aussi les sociologues et les commis-voyageurs, à la limite.

À propos, elle ne danse pas, madame Rachel. Elle danse bien un peu devant le bar, pour s'exciter un peu le poil des jambes avec les copines, en fin de soirée. Mais je veux dire qu'elle ne danse pas aux tables ou sur le stage. Elle est servieuse. Une sorte d'animatrice en même temps. Mais toute habillée, si c'est ce que vous voulez savoir.

Pour la musique, ce serait un peu le contraire du 500. Par exemple, une fille a dansé sur Imagine, du Lennon. Moi, j'aime bien. Mais ce n'est pas ça le clou.

Le clou, c'est que les filles procèdent exactement comme si elles étaient juste entre elles dans leur cuisine. Elles s'échangent toutes sortes de blagues à haute voix. Accueillent certains clients connus par un « Salut mon pitou! ». Et lancent à celle qui s'en va danser à une table: « Tu t'en vas danser pour qui, là, dans le coin? »

Le strip n'a plus de sens. Le cul, le sexe non plus. Le show, c'est le délicieux vaudeville improvisé auquel se livrent tout naturellement et surtout très solidairement les filles. L'espèce de parodie qu'elles ont décidé de faire leur métier, de ce milieu. Et à ce titre, La Broussaille ne pouvait mieux s'appeler. On dirait quasiment du Michel Tremblay.

La première danseuse à grimper sur les planches à la look granola prolongée. La toute petite bourse en chamois - ou de cuir, peu importe - en bandoulière, le demi t-shirt en coton vert pour se couvrir les seins, c'est le dépaysement total par rapport à ce qu'on voit d'ordinaire dans ces lieux.

La deuxième... la deuxième ou! comment dire? La Poutine réincarnée en go-go girl, tiens. Je ne parle pas tellement de l'allure physique, la chose n'a plus d'importance en ce moment historique. Je parle surtout de son rire cascade et incessant, des gags qu'elle lance à gauche et à droite, comme ce: « Es-tu assis sur une plume? » au client qui ne bien fort; ou ce: « Allez, ôte ton pompon... ». Non, elle n'a pas dit le reste de la phrase. Elle est plus imprévisible que ça.

Il y a, surtout sur les murs, des petits pictogrammes rouges interdisant aux clients de toucher, lors des danses aux tables. Parodie, cela aussi.

« Un jour, elle va sûrement faire un vrai show », de dire une fille, à propos de madame Rachel qui se brassait un peu les fesses, près du bar.

La plus jeune du groupe, la plus grande aussi et la plus vraisemblable des danseuses à partir du modèle classique, était assise sur un tabouret, le regard dans la vague et l'air de dire: oui, tiens, elle pourrait le faire à ma place. Il y avait comme un immense doute dans son visage.

Même la « Poutine » ne la faisait plus rire...

P.S.: C'est bien de tantrisme dont il était question, dans ma chronique de vendredi dernier. Pasonnant que vous n'avez rien trouvé dans le dictionnaire à tantrisme...

loto-québec Résultats

Tirage du 90-02-17

GAGNANTS LOTS

6/6	1	2 289 653,40 \$
5/6 +	11	78 634,50 \$
5/6	258	2 563,80 \$
4/6	14 545	87,40 \$
3/6	300 396	10,00 \$

VENTES TOTALES: 17 982 397 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 2 100 000 \$

PROCHAIN TIRAGE: 90-02-21

Patrimoine détruit

ILÉ D'ORLÉANS — La maison ancestrale de l'agriculteur Pierre Plante, située au 2491, avenue Royale à Saint-Laurent, Île d'Orléans, a été rasée par le feu vers 19 h 30, samedi soir. Les pertes se chiffrent à 150 000 \$. Les flammes auraient pris naissance dans le sous-sol. La famille était à l'étable lorsque les flammes sont apparues. Les pompiers n'ont pu arroser qu'avec des camions-citermes alimentant une piscine portative puisque aucune borne-fontaine n'était installée dans les parages. La résidence de deux étages appartenait à la famille Plante depuis quatre générations.

Au tour des citoyens de se prononcer sur l'«espace St-Roch»

VENDEURS — REPRÉSENTANTS
CONSEILLERS — GÉRANTS DE VENTE

Voulez-vous VENDRE avec STRATÉGIE?

VENTE STRATÉGIQUE
Vous apprendrez comment:

- conclure vos ventes
- répondre aux objections
- planifier vos entrevues
- accroître votre clientèle
- traiter les plaintes
- vous motiver à vendre
- vendre votre personnalité
- structurer votre territoire
- disposer de votre temps
- communiquer avec vos clients

ROGER ST-HILAIRE
Instructeur

VENTE STRATÉGIQUE
Québec 15, 16 mars
19, 20 avril
Trois-Rivières 26, 27 février
Sherbrooke 1er, 2 mars
Montréal 29, 30 mars

Téléphonez maintenant
(418) 626-7499
1-800-463-6246
Inscriptions en nombre limité

Cours de vente Roger St-Hilaire

Le Rassemblement populaire de Québec soumettra à la consultation le plan d'action qu'il a établi pour la réalisation de son projet « espace Saint-Roch » qui englobe un secteur plus vaste et fort mal en point.

des types de commerce existant et des bâtiments abandonnés.

Il faut bien constater que le commerce est en grande difficulté. La rue Saint-Joseph est dans un état d'abandon et de délabrement avancé entre Dorchester et Langelier, une quinzaine d'édifices sont vides et, toujours selon le rapport, « la prostitution et la vente de la drogue sont devenues les deux principales activités économiques... En plus le tissu résidentiel environnant est gravement malade ».

Il y a aussi l'édifice de la Dominion Corset, construit en 1870, le bâtiment industriel le plus prestigieux de ce secteur tant sur les plans patrimonial et architectural, que le RP voudrait recycler pour le retour d'activités industrielles légères, une industrie tertiaire ou même pour des fins culturelles dans le centre-ville. De même, plusieurs autres anciens immeubles industriels de « l'ancien quartier de la chaussure » sont dans les rues Dorchester, Arago, Langelier et Charest, seront inclus dans la future politique de développement de l'emploi que veut se donner le conseil.

SERVICE D'URGENCE

Verres de contact

Dr J.R. Clément m.d.
Ophtalmologiste
PLACE DE LA CITÉ, SAINTE-FOY
654-1488

Centre Vision
OPTOMÉTRISTES

Dr J.-Y. Dionne, O.D.M.A.
Dr Jacques Sévigny, O.D.
Dr Michèle Mercier, O.D.

Place Charny
8032, av. des Églises
832-0104

EXAMEN DE LA VUE • VERRES DE CONTACT • LUNETTES

SAINT-ROMUALD 838-0617	CHARNY 832-0104	PLACE SAINTE-FOY 653-057
GALERIES CHAGNON 837-4563	GALERIES CHARLESBOURG 626-7519	PLACE LEBOURGNEUF 626-1941

QUÉBEC TORONTO

99\$

Sans aucune restriction*
Communiquez avec votre agent de voyages ou appelez Intair.
Québec: (418) 692-1031
En région, sans frais: 1 800 361-0200
*Ce tarif aller simple est en vigueur jusqu'au 30 avril 1990 sur tous les vols directs et sans escale. Aucune promotion ne s'applique à cette offre.

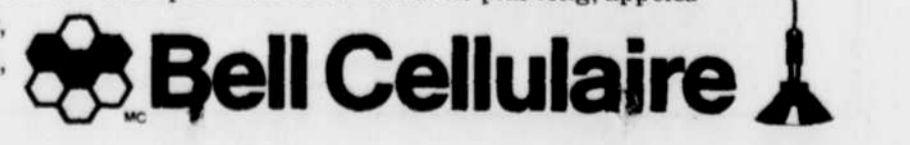
INTAIR

Un territoire cellulaire qui n'en finit plus de s'étirer.



Chez Bell Cellulaire, nous trouvons sans cesse de nouveaux moyens pour vous permettre de rester en contact. Peu importe où vous allez.

Aussi, c'est avec fierté que nous vous annonçons l'entrée en service du plus long corridor cellulaire au monde. S'étendant de Windsor jusqu'à la frontière du Québec et du Nouveau-Brunswick, soit sur 1 800 kilomètres sans interruption, ce nouveau tronçon contribue à faire de notre réseau le meilleur au Canada et même, le meilleur en Amérique du Nord. Bell Cellulaire. Qui peut dire jusqu'ou nous irons pour vous. Pour en savoir plus long, appelez-nous au 1 800 361-5551 au Québec, y compris l'indicatif régional 613, et en Ontario, au 1 800 387-4869.



*En collaboration avec Québec Téléphonie Cellulaire, partenaire de CellNet.

Québec n'attend que des mauvaises surprises du budget

À Québec, on n'attend que des mauvaises surprises du budget fédéral de demain. Plus que les répercussions directes en réductions probables dans les sommes qu'Ottawa verse aux provinces, c'est surtout l'impact du budget Wilson sur l'économie qu'appréhendent ceux qui veillent aux finances publiques du Québec.

textes d'ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

Quand aura été évalué l'impact des réductions de dépenses et des hausses d'impôt que M. Wilson est susceptible d'annoncer demain, on craint en effet d'avoir à refaire le profil des prévisions de la croissance économique, moins de trois mois avant la date où est habituellement présenté le budget québécois.

« Ce qu'on anticipe le plus, c'est son impact sur l'économie », dit une source gouvernementale à Québec, en parlant du discours que M. Wilson prononcera demain.

LE BUDGET WILSON

Quel sera l'impact du budget fédéral sur les taux d'intérêt? Une hausse ou une baisse de 1 % des taux, c'est 100 millions \$ de moins ou de plus dans les coffres de Gérard D. Levesque.

Comment évolueront les revenus que le Québec retire de la taxe de vente ou de l'impôt des particuliers et des sociétés, à la suite des mesures budgétaires fédérales?

Et il faudra partager les impacts à court terme et à moyen terme. Une diminution des dépenses fédérales et une augmentation d'impôt peuvent avoir un impact négatif immédiat sur l'économie, mais entraîner par la suite une baisse bienfaitrice des taux d'intérêt.

Ottawa est tellement coulé de dettes que, pour lui, une augmentation de 1 % des taux, c'est 3,5 milliards \$ d'intérêts supplémentaires à payer. « L'homme



M. Gérard D. LEVESQUE

malade au Canada, c'est le gouvernement fédéral.»

Au moment où l'on voit partout des signes de ralentissement économique, force est de constater qu'en cas de récession, le gouver-

nement canadien se retrouverait dans une situation « absolument désastreuse ». Aussi certains estiment-ils à Québec que, même si « le courage politique n'est pas une denrée si répandue », cette fois M. Wilson n'a pas le choix.

En plus de l'urgence de la situation, il faut aussi se souvenir

que 1991 pourrait être une année préélectorale pour le gouvernement conservateur qui peut calculer que les risques politiques sont moins importants s'il déballe dès 1990 les mauvaises nouvelles.

Il est vrai que les prévisions les plus sombres avaient déjà précédé le budget présenté l'an dernier

par M. Wilson et que, malgré les déclarations du ministre Levesque qui a soutenu à l'époque que le discours de son homologue fédéral lui coûtait 1,3 milliard \$ sur trois ans, Québec n'a pas souffert d'énormes répercussions dans son propre processus de préparation budgétaire en 1989.

...et est déjà un peu résigné au désengagement fédéral

Le Québec ne se privera sans doute pas pour dénoncer le désengagement fédéral qui pourrait bien confirmer le budget de demain mais en fait, il y est déjà un peu résigné.

Un certain fatalisme transparaît déjà des plaintes formulées, l'an dernier, dans le discours du budget de M. Gérard D. Levesque. Il avait profité de l'occasion pour démontrer que la part des transferts fédéraux dans les revenus budgétaires du Québec est passée de 28 % en 1977 à 18 % en 1991.

Si l'on ne tient compte que des contributions fédérales à la santé

et à l'enseignement post-secondaire, on atteint même zéro dès 1997-98, notait-il.

Le mouvement étant si clairement engagé, le pire ne serait encore que son accélération, est-on forcé de réaliser. Reste à voir si M. Wilson y procédera uniquement en abaissant les transferts pour le financement des programmes établis ou s'il sabrera aussi un peu au chapitre des paiements de péréquation, comme de récentes infor-

mations en ont laissé planer la possibilité.

Tandis que les garderies avaient été la cible du gouvernement fédéral en 1989, on craint cette année que le budget rogne dans les fonds alloués au toujours sensible chapitre du développement régional ainsi que dans l'argent consenti aux stratégiques programmes de formation de la main-d'œuvre.

À ce dernier chapitre, on note qu'Ottawa n'a jamais dit si les 700 millions \$ qu'il a annoncé vouloir puiser dans la caisse de l'assurance-chômage pour financer de tels programmes seront compensés par des réductions équivalentes dans les programmes existants.

Lorsque ces réponses seront connues, Québec aura des décisions à prendre en vue de son propre budget : remplacera-t-il Ottawa dans l'un ou l'autre secteur où sera tombé le couperet? Depuis les élections, sans rien n'exclure, M. Bourassa laisse au contraire entendre qu'il veut privilégier un contrôle serré des dépenses plutôt qu'une hausse des taxes ou du déficit.

M. Parizeau, lui, presse plutôt le gouvernement libéral d'enclencher des programmes qui stimuleront l'économie. Or, l'activité économique au Québec, c'est 150 milliards \$ par an. Une intervention qui n'équivaldrait qu'à 1 % de cette masse représente 1,5 milliard \$, note un spécialiste avant de conclure que « les gouvernements n'ont plus les moyens de leurs prétentions ».

**LES ATELIERS
BATI
TOUT**
La réponse à tout!

à Expo Habitat de Québec

Pour tout connaître sur la pose de tire-joint, la construction d'un patio, le décapage de meubles, les techniques de scellage de fenêtres, la pose de bardeau, bref... pour trouver la réponse à tout!

Pour gagner des prix, obtenir des conseils pratiques personnalisés et participer à des démonstrations, visitez les ateliers Batitout!

Maurice Talbot, annonceur-radio à CHRC et expert en rénovation, sera sur place pour répondre à toutes vos questions

Représentations
continuelles

UNE PRÉSENTATION DES CENTRES DE RÉNOVATION BATITOUT

en collaboration avec

LE SOLEIL **RENOVATION BRICOLAGE** **3M** **MULCO** **AA** **Matériaux de construction MacMillan Bloedel** **DOMTAR**

EXPO HABITAT DU 17 AU 25 FÉVRIER

6,9%

Financement*
de 24 mois

Escort

La voiture la plus vendue au monde
pour seulement 10 495 \$!

Au choix: climatiseur ou
boîte automatique sans supplément.

Festiva

La plus vendue des importées
de Ford.

La voiture la plus colorée en ville, avec
un choix de 5 motifs de bandes décoratives
offert sans supplément.

Une publicité
sans grand
intérêt.

9,9%

Financement**
de 24 mois

Ford Tempo

La voiture la plus vendue
au Canada.

Complète, avec climatiseur et boîte
automatique pour seulement 12 495 \$!

Mercury Topaz

La Mercury la plus vendue
au Canada.

Complète, avec climatiseur et boîte
automatique pour seulement 12 495 \$!

Ford Ranger

Le pick-up compact le plus
vendu au Canada.

Ford Aérostar



La qualité passe avant tout.



* Le financement à 6,9% pour un contrat d'un terme de 12 à 24 mois, est offert à l'achat ou à la location de n'importe quel modèle neuf Escort ou Festiva 1990 ou de l'année précédente. L'offre de financement sur les modèles 1989 inclut la participation du concessionnaire. Vous devez faire votre choix parmi les modèles en stock chez votre concessionnaire. Un financement prolongé est aussi offert à des taux favorables: 7,9% de 23 à 36 mois ou 8,9% de 37 à 48 mois. Exemple: un emprunt de 10 000 \$ financé à 6,9% sur une période de 24 mois représente des mensualités de 447,27 \$. Le coût de l'emprunt s'élève à 734,48 \$.

** Le financement à 9,9% pour un contrat d'un terme de 12 à 24 mois, est offert à l'achat ou à la location de n'importe quel modèle neuf Ford Tempo ou Mercury Topaz ou Ford Ranger ou

Ford Aérostar 1990 ou de l'année précédente. L'offre de financement sur les modèles 1989 inclut la participation du concessionnaire. Vous devez faire votre choix parmi les modèles en stock chez votre concessionnaire. Un financement prolongé est aussi offert à des taux favorables: 10,9% de 25 à 36 mois, ou 11,9% de 37 à 48 mois. L'offre est en vigueur pour un temps limité et par l'entremise de Credit Ford seulement. Sur approbation du crédit. Les montants de meilleurs vendeurs sont basés sur les données publiées par l'industrie. *P.D.S.F. pour modèles Escort LX 1 portes et Ford Tempo L Mercury Topaz L 4 portes en 1990, mais les économies du Groupe valeur plus lorsqu'appliquable. Transport et taxes non compris. Les concessionnaires peuvent vendre à prix inférieur. Certains concessionnaires peuvent ne pas disposer des modèles spécialement équipés pour la livraison immédiate.



Michel
CORBEIL

La bataille du soufre

Tout indique que la « bataille du soufre » entre le ministère de l'Environnement et celui de l'Énergie et des Ressources tire à sa fin. Et elle risque de s'achever sur un compromis « historique ».

Le soufre dans le mazout est une des causes des pluies acides. Mercredi matin, si l'ordre du jour n'est pas modifié, le Comité ministériel permanent sur le développement régional et l'environnement (COMPADRE) se penchera sur une proposition pour réduire la norme de cette substance dans le combustible.

Le 6 décembre, le ministre de l'Environnement Pierre Paradis a écrit aux compagnies pétrolières pour les prévenir : le gouvernement s'apprete à réduire le teneur en soufre de 2,5 à 1,5. Or, il n'est plus certain que le COMPADRE adopte un tel seuil pour tout le mazout consommé au Québec.

Certaines exceptions pourraient être tolérées par la nouvelle réglementation. L'attachée de presse de M. Paradis ne le confirme pas, mais Mme Sylvie Marier souligne que le « seul objectif » du ministre est d'atteindre l'objectif de réduction des pluies acides.

Car Québec a promis en 1984 de ramener le niveau d'émission d'anhydrides sulfureux (SO₂) de 1 085 000 tonnes à moins de 600 000 tonnes par an, en 1991. Le dossier est suivi avec attention par Washington et Ottawa.

La proposition au COMPADRE pourrait comporter des exceptions et aussi comprendre la conversion au gaz naturel de la centrale thermique de Tracy, qu'Hydro-Québec fait maintenant fonctionner à l'année pour économiser l'eau de ses barrages. Ces installations, même alimentées au mazout « 1,5 » rejettent 26 000 tonnes de SO₂. Gaz Métro a soumis une proposition pour les convertir au coût de 5 millions\$ à une alimentation au gaz naturel.

Pour paver la voie au compromis qui se dessine, les fonctionnaires des ministères Pierre Paradis et Lise Bacon (Énergie) ont fourbi leurs armes pendant des mois, chacun y allant de sa propre évaluation du coût relié aux normes.

Si la norme de « 1,5 » constituait le moyen « le plus simple et le plus universel » de respecter l'engagement de la province, signale une membre de l'Environnement, il a fallu tenir compte de « la performance industrielle », c'est-à-dire du maintien du niveau de compétitivité des usines du Québec vis-à-vis leurs concurrents, ontariens ou autres.

À ce sujet, les ministères divergent d'opinion. En janvier, le cabinet de M. Paradis a indiqué la facture varierait entre 16 millions\$ et 33 millions\$ pour l'ensemble de l'économie de la province.

Énergie et Ressources n'a pas rendu publics ses chiffres. Cependant, des sources près du ministère affirment que l'adoption de la norme « 1,5 » signifierait pour la province une perte importante de son niveau de compétitivité par rapport à l'Ontario. Le coût dépasserait, dans ce cas, la centaine de millions de dollars.

S'il est impossible d'en avoir la confirmation écrite, une des objections soulevées aurait été de dire qu'une réglementation trop sévère créerait des embûches à la construction du pipeline Sarnia-Montréal, auquel sont notamment rattachés les projets de Pétromont et Soligaz, deux idées chères au gouvernement québécois.

Les tenants de cet argument feraient valoir qu'une norme trop sévère forcerait les raffineurs à se tourner vers le mazout importé de l'extérieur du Canada et à délaïsser celui de l'Ouest du pays — qui contient plus de soufre, rendant plus difficile la rentabilité du pipeline.

Un informateur a tenu à dire que le mot « bataille » était un peu fort à ses oreilles. « Nous ne sommes pas à couteaux tirés avec l'Énergie. Nous avons des points de vue différents. Mais tout cela fait partie de la notion de développement durable où il faut intégrer les concepts d'environnement et d'économie. »

En guise de présentation...

Espérons, pour l'auteur de ces lignes comme pour son prédécesseur, que certains ont remarqué le changement de signature pour la chronique portant sur le monde des fonctionnaires.

À mon tour de suivre à ma manière, les mouvements, les sautes d'humeur et le train-train de la fonction publique.

Pour l'instant, je me retrouve plus facilement dans les labyrinthes du gouvernement que dans ceux du stationnement du « G ». Une belle oeuvre d'éducation attend les collaborateurs, volontaires ou pas, redresseurs ou pas, qui alimenteront cette rubrique, publiée les lundi et jeudi, qui a pour balise de ne pas trop en avoir. Avis aux intéressés : le numéro de téléphone est le 644-4015.

The Suburban s'excusera des propos « de mauvais goût » du columnist Albert

MONTRÉAL (PC) — L'hebdomadaire anglophone The Suburban s'excusera officiellement, dans son édition de mercredi, des propos « de mauvais goût » tenus dans ses derniers exemplaires par l'un de ses columnists, Lionel Albert, a fait savoir, en fin de semaine, au quotidien La Presse M. Avi Sochaczewski.

Dans deux chroniques parues les 6 et 27 janvier, M. Albert avait tracé un parallèle entre certains aspects du régime nazi et les lois linguistiques du Québec.

En outre, dans une chronique parue le 3 février et intitulée « Back to the Farm! » (De retour à la campagne!), M. Albert affirmait que les Canadiens français sont d'abord et avant tout des gens de la campagne, tandis que les Canadiens anglais sont plutôt des gens de la ville.

M. Sochaczewski, qui possède le journal avec d'autres membres de sa famille, a précisé au quotidien La Presse que les opinions proferées par M. Albert n'avaient jamais été officiellement appuyées par l'administration et les propriétaires du journal et qu'il s'agissait bien d'une chronique et non d'un éditorial.

« Mais de toute façon, les propos de M. Albert étaient insultants et n'auraient jamais dû se trouver

dans notre journal », a-t-il déclaré, sans préciser si M. Albert continuera à écrire pour l'hebdomadaire.

Lors d'une entrevue téléphonique, M. Albert a expliqué quant à lui qu'il attendra de voir le texte des excuses avant de préciser s'il continuera à écrire pour l'hebdomadaire.

POUR BIEN CONSTRUIRE ET RENOVER...

LE SOLEIL

Le cahier «HABITAT» du SAMEDI... un outil indispensable pour simplifier vos projets de rénovation.

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2262

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7H00 à 17H30 Samedi et Dimanche: 9H00 à 12H00

Morin et Harel disent au PQ de ne pas trop miser sur un échec éventuel du lac Meech

Le Parti québécois ne devra pas se contenter de profiter du vent favorable à la souveraineté malgré l'imminence de l'échec de l'accord du lac Meech. C'est le message transmis hier par deux témoins du PQ, en l'occurrence Claude Morin et Louise Harel, devant 150 militants du comté de Louis-Hébert.

par ALAIN CASTONGUAY
LE SOLEIL

À l'occasion du lancement de la campagne de financement du parti dans cet ancien château-fort péquiste dont l'objectif est de 40 000 \$, l'ancien ministre et député du comté de Louis-Hébert et la représentante de Hochelaga-Maisonneuve ont prononcé des discours qui se voulaient optimistes et réalistes.

Claude Morin, qui a pris sa retraite de la politique active en 1982, a longuement parlé de l'accord constitutionnel, dont la ratification semble de plus en plus compromise. « Le ressac antifrancophone est tellement fort que les libéraux en sont rendus à dire que notre option souverainiste n'est peut-être pas si farfelue », souligne-t-il.

« L'accord du lac Meech est le minimum que le Québec peut exiger et les anglophones trouvent que c'est encore trop. Tant mieux, ça va aider les Québécois dans leur processus de réflexion sur la souveraineté », poursuit celui qui assistait René Lévesque lors de la nuit des longs couteaux, en novembre 1981, au moment du rapatriement de la Constitution.

« Mais il ne faut pas s'illusionner. Les gens ne feront pas la queue devant nos bureaux le 24 juin, au lendemain de l'enterrement définitif de l'accord. Et il faudra que le PQ se montre accueillant avec les gens qui seront fraîchement convertis aux vertus du souverainisme », prévient-il.

« Il ne faudra pas se montrer arrogants avec eux et leur faire sentir qu'ils avaient tort de voter non au référendum. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une majorité de gens convaincus du bien-fondé de notre option, et non pas une minorité de militants qui affir-

ment détenir la vérité », indique M. Morin.

« À cet égard, le commentaire du président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, me rend optimiste. A force de constater l'acharnement de plusieurs anglophones à détruire le lac Meech, les Québécois finiront par penser qu'ils peuvent très bien se débrouiller en dehors du fédéralisme. D'ailleurs, j'ai hâte de voir comment Robert Bourassa pourra vendre le fédéralisme renouvelé, au prochain scrutin provincial », raille-t-il.

Louise Harel et Sault Ste. Marie

La députée de Hochelaga-Maisonneuve, qui s'occupe de plusieurs dossiers dans l'Opposition, dont celui de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, a quant à elle expliqué la situation de son point de vue plus montréalais. « Dans l'est de Montréal, personne ne me parle du lac Meech. Ce qui intéresse les gens, en ce moment, c'est la décision de Sault



Louise Harel, Me Paul Bégin, président de l'association péquiste du comté de Louis-Hébert, et Claude Morin.

Ste. Marie et ses répercussions.

Quant à elle, bon nombre de défis plus importants sont dans l'ombre des débats constitutionnels. « La dénatalité, les problèmes de démographie, l'immigration, la formation professionnelle, tous ces sujets intéressent mes électeurs et on en parle très peu, c'est inquiétant », affirme-t-elle.

« Par ailleurs, il y a une collision frontale qui s'annonce sérieuse lorsque les régions du Québec feront véritablement connaissance avec un Montréal de plus en plus multi-ethnique. Et quand on entend les réflexions de l'Equality party, on a vraiment l'impression que ces gens vivent sur une autre planète », ajoute Mme Harel.

Du nouveau dans l'air

à 18h00 avec
Christiane Suzor
et **André Chouinard**

QUÉBEC CE SOIR

POUR VOUS AVANT TOUT

Radio-Canada
Québec 11/Câble 6

PARLEZ ANGLAIS D'ICI LE PRINTEMPS

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

— COURS DEDUCTIBLE D'IMPÔT

BERLITZ

5 PLACE QUEBEC
529-6161

© 1989 Centres de Langues Berlitz

Ste-Foy lallier
687-2525

HONDA BAIL

La façon la plus
ÉCONOMIQUE
pour obtenir

une **ACCORD 90** ou une **CIVIC 90**

La concessionnaire le plus près de vous

CB714 modèle ACCORD coupé LX
5 vitesses 1990

Versement mensuel: **299⁹⁹\$***

(n'incluant pas la taxe)

Montant requis à la livraison: 326⁹⁹⁹ 1er versement + 350⁰⁰⁰ 2e dépôt de sécurité 676⁹⁹⁹ TOTAL

ED634 modèle CIVIC 3 portes CX
5 vitesses 1990

Versement mensuel: **199⁹⁹\$***

(n'incluant pas la taxe)

Montant requis à la livraison: 217⁹⁹⁹ 1er versement + 250⁰⁰⁰ 2e dépôt de sécurité 467⁹⁹⁹ TOTAL

* Pour location de 60 mois

2000, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy

Ste-Foy lallier
687-2525

ÉDITORIAL

Du travail pour la jeunesse

Les jeunes veulent travailler. Ils demandent des écoles qui les préparent à la vie. Ils cherchent à sortir de la pauvreté et de l'insécurité qui constituent la marque de commerce d'une génération en voie d'appauvrissement. Ils exigent un nouveau contrat social.

Il aura fallu dix ans pour que la société prenne vraiment conscience de la rupture du contrat précédent, celui qui s'inscrivait sous le slogan de la Révolution tranquille: « Qui s'instruit, s'enrichit ». Il y avait bien sûr dans ces mots une notion purement matérialiste de la réussite qui répugne à plusieurs, aujourd'hui.

Le combat pour l'environnement et les luttes pour la qualité de la vie, exigent maintenant un délicat équilibre entre les exigences de rentabilité et les limites à une croissance échevelée. Les jeunes figurent au premier rang des chevaliers de cette société nouvelle.

Mais cet avenir se construit en ce moment sur des bases fragiles. Le compte rendu des audiences tenues par le Comité permanent de la jeunesse, le printemps dernier montre l'ampleur de la crise. Dans un premier temps, les jeunes ont été privés de travail.

Quand ils travaillent, leur sort ne vaut guère mieux. « Travail occasionnel, à temps partiel, à contrat, à la pige. Travail faiblement rémunéré, assorti de conditions médiocres et exempt du moindre avantage social. Travail au noir, double emploi, absence de représentation syndicale, conventions collectives à double échelle salariale », disent-ils.

Puis, ces années-ci, ils se retrouvent parmi les principales victimes des restrictions budgétaires consécutives à la crise. Sombre avenir, en outre, ils risquent d'écopier en priorité lors de la récession qui semble s'amorcer.

Les jeunes veulent participer à la société. La voie de la confrontation paraît révolue, dans un contexte peut-être utopique de respect mutuel. Ils veulent être associés à la volonté collective, rappelait la semaine dernière la présidente du CPJ, Mme Brigitte Lepage.

Les témoignages entendus le printemps dernier concordent avec les données statistiques préparées pour le Forum pour l'emploi, en novembre. L'alarme sonne dans plusieurs régions excentriques: Gaspésie, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Nord-Ouest, Charlevoix, mais aussi au centre de Montréal et en basse-ville de Québec.

Le manque de travail et la sous-scolarisation y détruisent le tissu social, de l'avis des jeunes. Comment s'en sortir? Par la création d'emplois, d'abord. Mais aussi, par un meilleur arrimage entre le travail et l'école qui ne répond aux besoins ni des élèves, ni des employeurs. Ils critiquent, avec raison, l'enseignement du français, puis la formation générale.

Ils s'insurgent également contre la mauvaise image du secteur professionnel, surtout au niveau secondaire, alors qu'existent maintes possibilités d'emplois dans ce domaine.

Le tous-à-l'université ne tient pas compte de la réalité, aux yeux des jeunes et des organismes qui ont témoigné devant le CPJ. Il faudra alors raffiner les analyses, car les statistiques ne mentent pas: le taux de chômage tombe au fil de l'instruction.

Le rapport aux couleurs de la jeunesse montre pourtant un côté « p'tite misère » qui teint la réalité, la rend plus noire encore. Il y a toujours eu une jeunesse dorée, privilégiée.

Ceux qui s'en tirent, ceux qui viennent des milieux favorisés, ceux qui franchissent sans trop de problèmes les diverses étapes du réseau éducatif, participent ou pas à ce genre d'exercice.

Les décideurs, dans le monde politique comme dans le milieu des entreprises ou celui des syndicats, doivent se réveiller. Quand le tiers des jeunes décroche un jour ou l'autre de l'école, il y a une véritable crise. Une génération qui rejette sa jeunesse du revers de la main, par pur égoïsme personnel ou corporatiste, doit s'attendre à une mauvaise surprise à l'heure de la retraite!

RAYMOND GIROUX

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONVice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULINPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDDirecteur de l'information:
DENIS ANGERS

Revue de presse

par
Denis
TREMBLAY
de la Presse
canadienne

Suites au scrutin de Chambly

Le résultat de l'élection complémentaire dans Chambly n'a pas causé de surprise et, pour les editorialistes, la victoire appartient davantage au candidat Philip Edmonston plutôt qu'au parti dont il était le porte-étendard.

D'ailleurs, plusieurs d'entre eux se demandent combien de temps M. Edmonston pourra siéger au sein du NPD alors qu'il est catégoriquement opposé à la politique de ce parti sur cette question fondamentale qu'est pour le Québec, l'accord du lac Meech. Quant aux deux autres partis, ils ont connu une piètre performance.

Le candidat conservateur Serge Bégin n'a pas réussi à faire oublier l'affaire Grisé, tandis que M. Clifford Lincoln a définitivement manqué le tremplin qui devait l'inciter à mousser sa candidature à la direction du Parti libéral du Canada. On ne devrait pas s'étonner d'apprendre que M. Lincoln mettra fin à ses aspirations politiques.

Sylvio Saint-Amant, du *Nouvelliste de Trois-Rivières*, est d'avis que M. Edmonston, reconnu pour son franc-parler, pourrait bien imiter assez rapidement l'ancien député de Terrebonne, M. Ro-

bert Toupin, qui a siégé quelques mois seulement comme néo-démocrate après avoir été élu sous la bannière conservatrice.

Il en a été de même pour l'ancien député David Côté, de Rouyn-Noranda, qui après avoir été élu député CCF, ancêtre du NPD, au scrutin provincial de 1944, a par la suite démissionné, lui aussi, pour siéger comme indépendant.

St-Amant estime que le nouveau député a remporté une victoire personnelle qui n'a rien à voir avec le NPD ou si peu. Il travaillait sans relâche à cette élection depuis novembre 1988.

Murray Maltais, du *Droit d'Ottawa-Hull*, interprète la victoire de M. Edmonston comme un accident de parcours plutôt qu'une percée du NPD au Québec.

Toute la rhétorique d'Audry McLaughlin ne convaincra pas les Québécois d'adhérer à son parti dans « l'honneur et l'enthousiasme ». Cette victoire, écrit-il, ouvre dans ce parti-là des plaies qui n'ont pas eu le temps de se cicatriser.

Pour Pierre Gravel, de *La Presse*, c'est surtout la démocratie qui sort gagnante de cette élection.

Il considère que les électeurs de Chambly ont manifesté une remarquable vigueur démocratique en participant massivement au vote. Et surtout en refusant de se laisser manipuler par des accusations de dernières minutes lancées con-

tre M. Edmonston qui n'a pas disposé du temps nécessaire pour avoir droit à une défense pleine et entière.

Valère Audy, de *La Voix de l'Est*, abonde dans le même sens. Il soutient d'ailleurs, que M. Edmonston aurait pu se faire élire sous n'importe quelle bannière et de ce fait, il est bien placé pour résister aux pressions que pourrait exercer sur lui le NPD sur-tout concernant l'accord de Meech.

Mais le premier geste que doit poser M. Edmonston, selon Audy, est de prouver qu'il n'a rien à se reprocher dans l'« affaire des ristournes ». Le résultat des élections, si fort soit-il, ne suffit pas.

Paul-André Comeau, du *Devoir*, considère que l'élection de Chambly a donné lieu à une série d'interventions qui laissent des points d'interrogation dans plusieurs domaines.

D'abord, les libéraux ne nous ont rien appris de nouveau en ce qui concerne leur habileté à concocter des coups de dernière heure, écrit-il. Seul aspect intéressant, l'épisode des fuites orchestrées a permis d'identifier les préposés aux basses oeuvres au sein du caucus fédéral.

Quant au scandale des factures et de la ristourne de 10 %, on s'en remettra au résultat des poursuites judiciaires que M. Edmonston a annoncées avec instance, la semaine dernière.

Mais Comeau s'étonne devant une forme de pardon populaire qui s'est curieusement manifesté à la faveur de cet incident. Est-ce que l'absolution est automatiquement décernée à quiconque serait victime d'un acte de vengeance?, demande-t-il. Il y a la glissement à la course au niveau des principes et c'est à l'égard de la notion des conflits d'intérêts qu'il est permis de se questionner.

Dans le cas de M. Edmonston, il y a là, toute apparence de conflit d'intérêts qui s'est échelonné sur plusieurs années. Nier ce fait, c'est s'engager dans une voie dangereuse, ajoute-t-il.

Selon lui, la notion des conflits d'intérêts n'est pas limitée au seul domaine politique et le public doit être intrusif en cette matière.

Enfin, Roch Bilodeau, de *La Tribune de Sherbrooke*, écrit que M. Edmonston a trouvé aussi sa force dans la faiblesse ou les handicaps de ses adversaires.

Le candidat conservateur a sans doute payé pour les fautes de son prédécesseur. Quant à M. Clifford Lincoln, sa participation à la course au leadership du PLC l'a certainement desservi. Les électeurs de Chambly n'ont pas été dupes; ils voulaient un bon député et non servir simplement de tremplin. Les chances de M. Lincoln de succéder maintenant à John Turner sont maintenant presque nulles, conclut-il.

Votre Opinion

Ce sport violent

On entend souvent dire, que les films qui comportent des scènes de violence, agissent sur l'inconscient des gens. Qu'ils peuvent à la longue en pousser quelques-uns (plus influençables) à commettre des actes répréhensibles. Je suis entièrement d'accord avec cette idée.

Mais je me pose une question: « Que fait-on de la violence au hockey? » Nous n'en entendons presque pas parler. Pourtant elle est plus réelle que celle que nous voyons dans les films.

Non seulement la violence au hockey n'est pas considérée comme nocive, mais de plus elle est encouragée. Il est très fréquent lors d'un match de la LNH, de voir le public se lever, applaudir et crier, quand deux ou plusieurs joueurs en viennent aux poings.

Cependant, ces spectateurs n'influencent personne d'autre que ceux qui sont rassemblés

autour de la patinoire avec eux. Je ne les approuve pas mais je considère tout de même leur geste moins conséquent que les paroles de certains commentateurs sportifs.

J'ai entendu, il y a quelques semaines à une émission portant sur les sports diffusée le matin, un commentateur dire qu'une équipe était lâche et sans cœur, parce qu'elle ne s'était pas ruée sur un joueur de l'équipe adverse, qui s'était « défoulé » sur un des leurs. Je crois que l'influence de cet animateur est plus grande et prise plus au sérieux que celle de monsieur ou madame « tout le monde ».

Je trouve inconcevable que quelqu'un qui s'adresse à un auditoire aussi large, ne réfléchisse pas aux conséquences de ce qu'il dit. (...)

Emmanuelle Belleau
Charny

Et nous, là-dedans?

Après avoir pris connaissance

de l'article paru en page A-7 du mercredi 24 janvier 1990 intitulé « Les universités risquent de perdre 2 millions \$ par an » nous voudrions manifester notre mécontentement et notre indignation face à cette politique stupide concernant la gratuité des cours pour les proches des employés d'université.

Pourquoi eux, auraient-ils le droit aux cours et aux services sans rien déboursier alors que nous devons payer?

J'aimerais que quelqu'un réponde à cette question. Cela fait peut-être partie des avantages sociaux des professeurs mais ce n'est pas une raison! Ils disent qu'ils sont prêts à reconsidérer cette politique à condition qu'ils aient une amélioration appréciable de leur rémunération. Ils veulent plus d'argent!!! Comme si leur salaire n'était pas suffisamment élevé! Nous on est obligé de se battre pour avoir les fonds nécessaires pour aller à l'université tandis qu'eux, qui

ont de l'argent à en donner, ont ça tout à fait gratuitement.

Les établissements universitaires perdent environ 2 millions \$ par an à cause de ce cadeau. À cause de l'argent perdu et à cause d'autres facteurs tout aussi incohérents, le gouvernement veut augmenter le taux de scolarité! Franchement!

Pour les employés d'université, l'avenir de leurs enfants ne les inquiète sûrement pas, ils n'auront encore rien à payer. Mais nos parents, et ceux de tous les futurs universitaires qui n'ont pas la chance de bénéficier d'un traitement de faveur, ont tout lieu de s'inquiéter. Dans deux ans, quand nous serons rendus à l'université, je suppose que notre casier nous coûtera 100 \$ tandis qu'un heureux bénéficiaire aura lui, un appartement gratuit. Vive la partialité!!!

Sophie Labbé, Marine Fleury
Nathalie McIsaac, trois étudiantes de
Lévis

Hydro nous méprise

Nos grands gestionnaires ont manqué de souffle après avoir incité tout le Québec à s'électrifier depuis tant d'années. Hydro doit maintenant racheter les contrats. Les Québécois devront se serrer la ceinture au cours des prochaines années afin de construire des installations pour fournir les Américains. 62 milliards \$, dont on ne verra jamais la fin.

Demandons donc aux Américains de fournir le « down payment » pour les nouvelles constructions. Après tout, on a assez de jus pour nous fournir. Les dettes qu'Hydro veut contracter ne sont que pour remplir les contrats futurs. À 10 % d'intérêt cela fait beaucoup de milliards de paiement par année, sans compter que les dollars viendront des US et en plus ce sont ces US qui donneront aussi la cote de crédit d'Hydro.

La vente d'électricité ne générera jamais assez de revenus pour couvrir les dépenses.

Hydro n'a pas su gérer ses réseaux ni ses ventes et elle veut nous demander un chèque en blanc pour mieux hypothéquer notre avenir! Je regrette mais je n'ai plus confiance.

Les Québécois sont les Canadiens les plus saignés qui soient avec les impôts, taxes sur taxes, et pour une fois qu'on aurait pu nous épargner et nous faire profiter d'un « deal » fantastique, comme l'Alberta fait profiter les siens de prix très bas pour le pétrole, eh bien, non! On frappe encore plus fort en se moquant de notre incapacité à payer plus.

Pourtant l'électricité doit être considérée comme un bien essentiel.

Marc Thiberge
Val-Bélair

Le code de déontologie est toujours bloqué

Les policiers exigent «un» ministre de la Sécurité publique

MONTREAL (PC) — Les policiers du Québec réclament un ministre qui serait uniquement responsable de la Sécurité publique afin que soit enfin adopté le fameux code de déontologie permettant l'application de la nouvelle loi 86 portant sur la réforme policière.

plaintes qui était formé à l'origine d'un citoyen, d'un directeur de police et d'un représentant du ministère serait transformé et ne comporterait maintenant qu'un représentant du ministère.

police du Québec et les différentes associations policières ont toujours été à couteaux tirés. Les représentants syndicaux

des corps policiers ont promis de prendre des mesures très bientôt si leurs revendications ne sont pas entendues. Cela se fera d'ici quel-

ques semaines, a dit M. Roch, sans vouloir élaborer sur les moyens que les associations mettront de l'avant.

Selon M. Prud'homme, le comité chargé d'entendre les On sait que la Commission de

L'absence de responsabilité de la part des dirigeants mettrait en danger la sécurité publique des citoyens, selon les représentants des associations policières implantées au Québec.

Réunis au cours de la fin de semaine à Montréal pour se pencher sur les différents points qui les préoccupent, des représentants de la Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, de l'Association des policiers provinciaux du Québec, de la Fédération des policiers du Québec et des membres de la Gendarmerie royale travaillant au Québec, en sont venus à la conclusion, hier, qu'ils ne peuvent supporter plus longtemps cette situation.

Aussi, réclament-ils une rencontre avec le premier ministre Robert Bourassa pour exiger qu'il n'y ait plus qu'un titulaire au ministère de la Sécurité publique. Depuis le dernier remaniement, le ministre Sam Elkas chapeaute les ministères du Transport et de la Sécurité publique. Ce qui a eu pour effet, selon eux, de tout remettre en question.

M. Yves Prud'homme, représentant les policiers de la Communauté urbaine de Montréal va plus loin en affirmant que, selon lui, la loi 86 est en train de se saborder. Niant toute responsabilité dans le fait que les récentes négociations n'aient pas permis d'en arriver à une entente pour mettre en application le code de déontologie, les représentants des policiers affirment que ce sont les citoyens qui seront perdants dans ce dossier.

La loi 86 a été sanctionnée le 22 décembre 1988 et le code de déontologie en permettant l'application devait être adopté peu après. « Nous ne sommes ni vendeurs ni acheteurs d'un code de déontologie, a affirmé pour sa part le président de la Fédération des policiers du Québec, M. Jean-Guy Roch, mais on avait accepté le code tel que préparé en 1988 et la loi 86 même s'il y avait des choses qui ne nous plaisaient pas. Maintenant, on apprend qu'ils veulent changer des choses. »

"Avant de perdre 70 livres, j'avais honte de mon apparence. Nutri / Système m'a aidée à m'épanouir."

- Le programme complet de Nutri / Système comporte:**
- Perte de poids rapide, facile, permanente et sécuritaire
 - Programme de modification fondamentale du comportement
 - Surveillance individuelle par des professionnels
 - Aucune nécessité de compter les calories



Sonia Resse

MAINTENANT 200 CENTRES AU CANADA; LE RÉSULTAT DE NOTRE EFFICACITÉ

Notre cliente Sonia Resse a perdu 70 lb.

PLUS DE 1500 CLINIQUES DE PAR LE MONDE

nutri / système cliniques minceur

3 SEMAINES pour seulement **49\$***

APPELEZ DÈS AUJOURD'HUI POUR UNE CONSULTATION GRATUITE SANS OBLIGATION

Sainte-Foy 658-3000	Charlesbourg 624-0440	Vanier 681-1212
Neufchâtel 847-0011	Lévis 835-9000	

* Offre spéciale: comprend 3 semaines de service. Ne comprend pas le coût de la nourriture exclusive Nutri / Système, les livres et la maintenance. Nouveaux clients seulement. Pour un temps limité.

AUJOURD'HUI DE 14H À 22H
EXPO HABITAT
LE GRAND SALON DE L'HABITATION

DU 17 AU 25 FÉVRIER
PARC DE L'EXPOSITION



Le Salon des réponses en matière d'habitation

disposition pour étudier vos plans. Ne ratez pas cette occasion de rencontrer tous les vrais rénovateurs.

EXPO HABITAT... UNE PRÉSENTATION DE L'APCHQ
L'APCHQ est une société sans but lucratif dont l'un des rôles est de favoriser l'excellence en habitation. Venez donc rencontrer les quelque 200 vrais spécialistes sur place. Ils vous aideront à choisir parmi des milliers de produits ceux qui vous conviennent le mieux et vous aideront ainsi à faire de bonnes affaires.

LA CONSTRUCTION DOMICILIAIRE
Venez rencontrer les principaux constructeurs de la région qui vous feront part des nouveaux développements domiciliaires et des nouveaux plans de maison. **Vous obtiendrez également les renseignements disponibles sur les effets de la TPS sur les coûts des maisons à compter de 1991.**

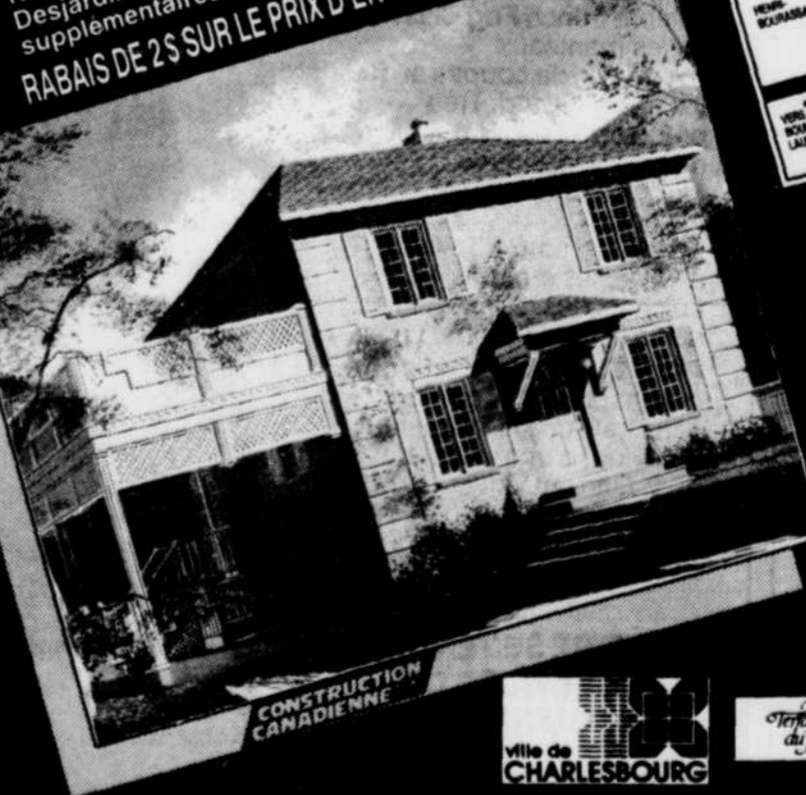
LA RÉNOVATION
Les rénovateurs de la région ainsi que les marchands de matériaux sont sur les lieux pour vous guider sur les travaux que vous désirez entreprendre. La Clinique d'Architecture est également à votre

BÂTI TOUT LES ATELIERS
Une bonne façon de s'instruire sur plusieurs aspects de la rénovation. Venez rencontrer des spécialistes dans 6 disciplines différentes qui vous donneront tous les trucs du métier. Tous les détails dans Le Soleil.

CUISINES SALLES DE BAIN DÉCORATION
Expo Habitat est le Salon par excellence pour ceux qui aiment les belles choses. Venez voir les plus beaux ensembles de salles de bain et de cuisines et des milliers de produits destinés à embellir votre intérieur.

LA RICHELIEU À VENDRE AU PLUS OFFRANT

Allez visiter cette superbe résidence à revenus entre le 17 et le 25 février pendant les heures d'ouverture du Salon. 1^{er} étage (demi-sous-sol), située au 757, rue des Calcaïdoines aux Terrasses du Faubourg à Charlesbourg. Elle est évaluée à 165 000 \$; mise à prix 90 000 \$. N'oubliez pas en plus le rabais d'intérêt de 5 000 \$, reparti sur deux ans, offert par la Fiducie Desjardins. Venez faire votre offre au stand aménagé à cette fin au Salon. Renseignements supplémentaires: 529-8299.



HEURES D'OUVERTURE DU SALON ET DE LA MAISON: Samedi de 11h à 22h, Dimanche de 11h à 18h30, Lundi au vendredi de 14h à 22h. ENTREES: 4.75 \$, 4.25 \$, Gratuit. entrée pour tous, âge d'or et étudiants, enfants de moins de 12 ans accompagnés d'un adulte.

PARC DE L'EXPOSITION, LES PAVILLONS QUÉBEC, DE L'AGRICULTURE ET DE LA JEUNESSE



VENTE D'OUVERTURE

SAINTE-FOY
3500, des Quatre-Bourgeois
658-1010

et CHARLESBOURG
550, avenue Notre-Dame
849-0541



RADIO AM/FM CASSETTE STÉRÉO
• Avance rapide
• Inversion automatique
• Sélection de 12 stations FM et 6 AM
1999\$



RADIO AM/FM STÉRÉO CASSETTE
• Basses et aiguës
• Avance rapide
• Inversion automatique
• Sélection de 12 stations FM et 6 AM
• Sortie RCA
2999\$

• Radio d'auto • Toit ouvrant • Téléphone cellulaire • Réparation de pare-brise
• Remplacement de vitres d'auto • Rembourrage d'automobile

Concept auto
850, BOUL. PIERRE-BERTRAND
683-1242
Du lundi au mercredi: de 8 h à 17 h 30
Le jeudi et vendredi: de 8 h à 21 h
Le samedi: de 9 h à 16 h

Libman nie avoir déclaré qu'il se sent menacé au Québec

MONTREAL (PC) — « Je n'ai jamais dit que je me sentais brimé ou menacé au Québec », a soutenu, hier, le chef du Parti égalité, M. Robert Libman.

Interviewé dans le cadre du magazine d'information de la radio de Radio-Canada, M. Libman souhaitait visiblement atténuer l'impact des propos qu'il avait tenus tout au long de la semaine passée.

« Je vis en français, ma femme est francophone, je travaille complètement en français, a-t-il ajouté. Ce que j'ai expliqué, c'est que nous ne pouvons pas justifier la suspension de droits en faisant des comparaisons, comme l'ont fait la semaine passée M. (Gil) Rémillard, M. (Robert) Bourassa et M. (David) Peterson. »

« Les droits sont inaliénables pour chaque citoyen, a rappelé le député à l'Assemblée nationale. Il ne faut pas faire de comparaisons. Chaque personne doit pouvoir demander le respect de ses droits fondamentaux. »

Il a également affirmé que ses déclarations sur l'interdiction de l'avortement dans un Québec

ment connu. »

Le texte même du discours prononcé, jeudi dernier, par M. Libman devant des étudiants de l'université McGill se lit toutefois ainsi : « Imaginez ce que M. Parizeau, s'il était premier ministre, pourrait essayer de faire s'il avait entre les mains un instrument aussi peu défini que la 'société distincte'. »

Le leader du Parti égalité ajoute : « On pourrait citer l'exemple suivant : est-il exagéré, comme l'a

fait l'Association nationale de la femme et du droit, d'imaginer qu'un gouvernement ultra-national adopte une loi affirmant que l'interdiction de se faire avorter constitue une limite raisonnable à la liberté individuelle, afin de permettre à la 'race' de se perpétuer jusqu'au nombre jugé suffisant par les nationalistes pour préserver et promouvoir l'identité distincte du Québec. »

Le mémoire présenté en 1987 par l'Association nationale de la

femme et du droit (ANFD) réclamait plutôt d'incorporer à l'accord les dispositions relatives aux droits à l'égalité des sexes.

« L'ANFD ne voudrait pas exagérer la possibilité de conflit entre la 'société distincte' et l'égalité sexuelle' ou laisser entendre qu'elle se réalisera », précisait toutefois le mémoire en soulignant vouloir surtout mettre en garde contre les possibilités de recours abusifs à des contrôles démographiques, comme en a

connus l'histoire du monde.

M. Libman avait également déclaré, la semaine dernière, que les lois 101 et 178 sont pires que les résolutions adoptées par les municipalités ontariennes comme Sault Ste. Marie.

Selon le chef du Parti égalité, les lois québécoises privent les anglophones de droits fondamentaux alors que la résolution de Sault Ste. Marie proclamant l'anglais comme langue officielle ne fait que constater un état de fait.

★ LA BAIE ★

LONDON FOG



PRIME

6 JOURS SEULEMENT! RECEVEZ UN FOURRE-TOUT À L'ACHAT D'UN MANTEAU DE PRINTEMPS LONDON FOG!

Une magnifique sélection d'élégants manteaux London Fog pour la nouvelle saison vient tout juste d'arriver à la Baie. Le choix est grand mais faites vite! La nouvelle collection du printemps comprend le célèbre trench Fog Classic et des manteaux nouveaux, de coupes et de tissus dernier cri. Très grand choix de teintes mode et classiques. Modèles tout nylon et mélanges polyester/coton. Tailles 6 à 16; tailles menues 4 à 16. Le choix des tailles varie selon le modèle.

PRIME: à l'achat d'un de ces manteaux, recevez sans frais un joli fourre-tout en nylon, d'une valeur de 25\$. Offre en vigueur du 19 au 24 février 1990.

Vêtements d'extérieur, rayon 101

L'OFFRE SE TERMINE LE 24 FÉVRIER OU TANT QU'IL Y EN AURA.



SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!

Coopérants
Assurance-vie
DÉJEUNER-CAUSERIE
"En 2015, qui paiera notre retraite?"
Monsieur Marcel Gaudet
Vice-président Assurance
et Rentes collectives
Les Coopérants, société mutuelle
d'assurance-vie



Le jeudi 22 février 1990, à midi
au Hilton Québec International
3, Place Québec
Salons Beauport, Beauport, Bédard
Grâce à la collaboration de l'Association des
professionnels en ressources humaines du
Québec et au soutien du magazine AVENIR.
Aucuns frais d'inscription ne sont requis
Réservations: Hélène Dion
(418) 698-3393

LA BAIE
PRÉSENTE
LE KIOSQUE
LA FÊTE...
POUR REMPLIR DE RÊVES
L'IMAGINAIRE DE VOTRE ENFANT!

Au rayon des vêtements pour enfant,
vous trouverez toute une panoplie
d'objets et de jeux inspirés des films de
la série Contes pour tous de Rock
Demers. Les préférés des enfants!

En primeur à la Baie seulement
jusqu'au 17 mars 1990, les nouveaux
jeux de société au prix de 24,95 \$:
Fierro, l'été des secrets, Bye Bye
Chaperon Rouge et les Aventuriers du
timbre perdu.

le kiosque
La Fête

la Baie